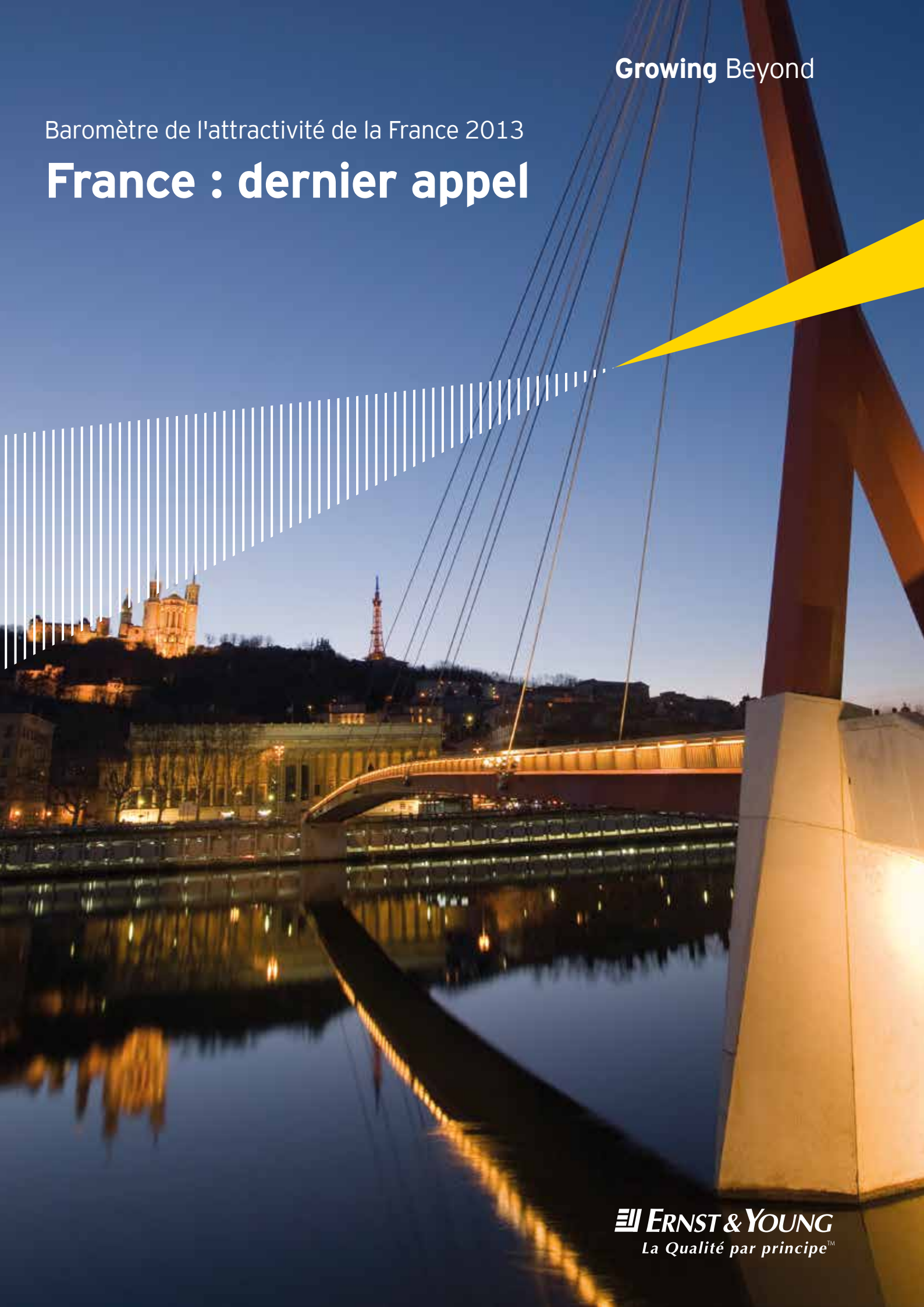


Growing Beyond

Baromètre de l'attractivité de la France 2013

France : dernier appel



Remerciements

En 2013, Ernst & Young présente le baromètre de l'attractivité du site France pour la douzième année consécutive. A cette occasion, nous aimerions remercier les centaines de décideurs français et internationaux ainsi que les équipes Ernst & Young qui ont participé et pris le temps de partager leur point de vue sur l'attractivité du site France au sein de la grande Europe.

Nous tenons à remercier particulièrement Erik Orsenna (Ecrivain, membre de l'Académie française), Antonio Tajani (Vice-président de la Commission européenne en charge de l'Industrie et de l'Entrepreneuriat), Boris Johnson (maire de Londres), Bruno Luisetti (Président-directeur général de Mondelez France), Olivier Campenon (Vice-président BT Global Services, en charge du développement et de la croissance), Pascal Sabrié (Président de Heineken France), Bertin Nahum (Président de Medtech), Hervé Gisserot (Président du Leem - Les Entreprises du médicament), Alain Rousset (Président du Conseil régional d'Aquitaine), Kumar Narayanan (Directeur général de TCS France), Alain Dehaze (Président-directeur général d'Adecco France) et Stéphane Rozès (politologue, Président de Conseils, analyses et perspectives (Cap), professeur à HEC et à Sciences-Po).

Pour plus d'informations sur les baromètres Ernst & Young de l'attractivité : www.ey.com/attractiveness

Quelques mots sur la comptabilisation des investissements étrangers

Depuis 1997, Ernst & Young, en partenariat avec le cabinet Oxford Intelligence, recense le nombre d'implantations de projets d'investisseurs étrangers sur chaque territoire, en prenant en compte uniquement les annonces publiques et fermes d'investissements porteuses de créations d'emplois nouveaux.

D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets, telle celle de l'Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII). Outre les emplois créés, l'AFII recense les emplois « maintenus » par les investisseurs étrangers en France. De plus, elle présente les créations et les sauvegardes d'emplois projetées sur 3 ans quand l'*European Investment Monitor* (EIM) se concentre sur les données au démarrage des projets et ce, dans tous les pays européens. Enfin, les écarts observés s'expliquent par la nature des projets retenus par l'AFII qui ne le sont pas forcément par l'EIM (hôtellerie, distribution, restauration...).

Globalement, les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données EIM permettent de garantir un niveau d'exhaustivité et de comparabilité unique en Europe.

Sommaire

France 2013

2 Editorial

3 Il fut un temps...

Erik Orsenna, Ecrivain, membre de l'Académie française

5 Les chiffres clés du baromètre 2013

6 Réalité

L'attractivité en perte de vitesse

La France face à ses voisins européens : performance comparée, origine des projets, secteurs porteurs et activités clés.

20 Perception

La France désynchronisée

Perception des investisseurs internationaux en France et depuis l'étranger : opinions, projets et attentes.

32 Actions

Révolutions françaises

Raisons d'espérer et propositions pour renforcer l'attractivité du site France.

44 La société française avance plus vite avec ses jambes qu'elle ne le croit avec sa tête

Stéphane Rozès, Politologue, Président de Conseils, analyses et perspectives (Cap), professeur à HEC et à Sciences-Po

46 Méthodologie



Editorial

France : dernier appel



Jean-Pierre Letartre
Président
d'Ernst & Young
en France



Marc Lhermitte
Associé,
Ernst & Young
Advisory

Sujet médiatique et polémique s'il en est, l'attractivité de la France s'est imposée, cette année, au cœur du débat public, franchissant les frontières, emportant avec elle les stéréotypes sur le fameux « modèle français », supposément isolé, déclinant ou à contre-courant... Face à ces épisodes houleux, nous, Français, avons souvent entretenu et la controverse et la désaffection pour notre territoire : qui n'a pas, en effet, cédé à la tentation du *French Bashing* ? Qui ne s'est pas apitoyé sur la perte de confiance, d'aucuns diraient de sens, d'un pays embarrassé de ses paradoxes ?

En conséquence logique, le *Baromètre de l'attractivité de la France 2013* donne à voir une désynchronisation de la destination France (471 projets d'implantation en 2012, en diminution de 13%) par rapport à ses deux principaux concurrents européens, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Mieux ancrés dans la mondialisation, jugés plus flexibles et plus compétitifs, ces deux pays s'inscrivent dans une compétition mondiale que notre territoire a du mal à suivre. Ce duo a su attirer les pays émergents, les entrepreneurs innovants et tous ceux qui font bouger l'économie quand nous émettons des signaux défensifs voire répulsifs qui préoccupent entrepreneurs et décideurs.

Autre paradoxe : le contraste saisissant entre les entreprises implantées sur notre sol, particulièrement insatisfaites, et le point de vue externe des « futurs » clients de la France qui, de loin, nous prêtent des qualités en lesquelles nous ne croyons pas suffisamment : stabilité, créativité, capacité à entreprendre... dans l'adversité. Notre baromètre 2013 souligne donc un certain décalage entre le pessimisme ambiant,

nourri par l'entre-soi, le repli, celui d'une France *intra-muros* et l'économie globalisée - à laquelle participent pourtant grands groupes et PME, entrepreneurs, chercheurs et talents français. Ainsi, nous verrions le monde tel qu'il était et non plus tel qu'il est et sera. Un monde en croissance... que nous croyons en récession parce que notre pays et l'Europe traversent une période d'incertitude et de transition.

Cependant, le baromètre 2013 met en lumière les termes possibles d'un rebond, lorsqu'on analyse en détail les réponses des 212 dirigeants qui nous ont confié leurs opinions et leurs projets. Le maintien, en nombre mais pas en emplois, des implantations industrielles et des investissements américains, dont la France est la 1^{ère} destination en Europe et un dynamisme des grandes agglomérations dont les stratégies de développement économique et de promotion des territoires, témoignent de l'efficacité des solutions locales au service d'une attractivité nationale.

Les résultats du *Baromètre de l'attractivité de la France 2013* indiquent clairement que les investisseurs étrangers adressent un dernier appel à la France pour qu'elle devienne un acteur à part entière de l'économie mondiale. Cet appel pour une France « extra-muros » doit être porté, avant tout, par les 20 000 entreprises à capitaux étrangers employant près de 2 millions de salariés sur notre sol. C'est d'elles que viennent notre diagnostic, lucide et constructif, et les propositions qui en ressortent. Nous les remercions de nous avoir livré, en confiance, leurs exigences et, d'une certaine manière, leur attachement à l'attractivité du site France.

Avant-propos



Il fut un temps...

Erik Orsenna

Il fut un temps où l'on pensa que l'électronique allait rendre inutile l'humain. Quel besoin de se rencontrer vraiment puisque l'on échangeait si bien sur la toile ? La seule géographie qui vaille était devenue celle des "réseaux".

Puis, peu à peu, un soupçon grandit : et si le contact véritable était finalement irremplaçable ? Si entre deux ou plusieurs êtres humains rassemblés se dégageaient des forces qu'aucune fibre optique, qu'aucun satellite ne pourront jamais transmettre ? Forces de rires ou d'angoisse, forces de sympathies ou de répulsion, l'énergie de la vie même ...

Des managers malins commencèrent à regarder d'un autre œil la machine à café. Et si ce point de ralliement était essentiel dans l'entreprise ? Non le lieu où l'on perd son temps (on le perd aussi), mais l'endroit où se posent les bonnes questions et commencent à s'élaborer les réponses. Alors, ces managers malins donnèrent à ces machines plus d'espace et des environnements plus joyeux. Et des chercheurs astucieux, comme ceux du MIT, réussirent à mesurer l'impact sur la dynamique économique de ces rassemblements « physiques ».

Élargissons la vision.

Nous avons longtemps cru que la Terre était homogène. Qu'importe la localisation des productions !

Peu à peu, nous sommes revenus à la raison. Je veux dire à l'efficacité.

L'énergie se perd quand elle est trop dispersée.

Les territoires ont repointé le nez. Ils se sont rappelés à notre bon souvenir. « Nous sommes là, mesdames et messieurs, et voici ce que nous vous offrons : le bonheur d'être ensemble, de travailler ensemble, de s'angoisser ensemble, de trouver ensemble, de faire la fête ensemble et d'élever nos enfants dans un climat qui donne confiance ! »

Est-ce à dire que les territoires sont entrés en concurrence ?

Vous avez bien deviné.

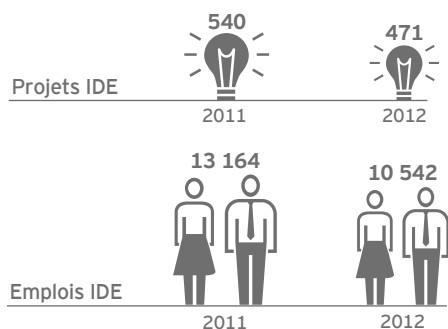
Certains, faute de projets, faute d'ambition, déjà déclinent car ils n'attirent plus personne. D'autres, quand on leur parle de « crise », s'étonnent. Une crise, quelle crise ? Nous avons depuis longtemps compris qu'il s'agit d'une *métamorphose*. Et, dans ce monde nouveau, nous bataillons pour nous trouver notre place.

Au lieu de toujours vitupérer l'époque.

“Une crise, quelle crise ?
Nous avons depuis
longtemps compris
qu'il s'agit d'une
métamorphose.”

Les chiffres clés

1 Recul des implantations internationales en France

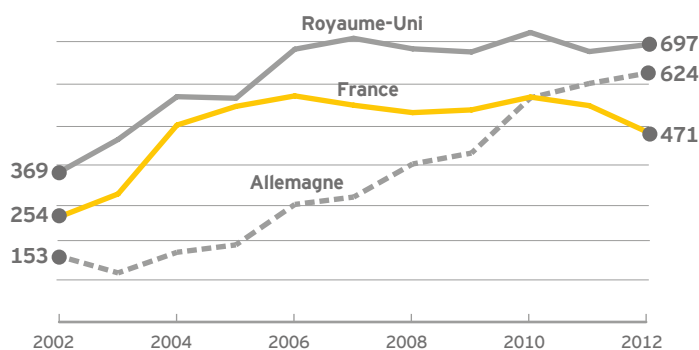


Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

471 projets d'implantation internationale ont été enregistrés en France en 2012, soit un recul de 13% du nombre de projets par rapport à 2011. Les 10 540 emplois associés sont en diminution de 20%. La France conserve ainsi sa 3^{ème} place au classement, mais passe au 5^{ème} rang en termes d'emplois créés, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne, mais également la Russie et la Pologne.

► Plus sur la performance de la France en 2012, [p.12](#)

2 Implantations internationales : 10 ans, 3 leaders



Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

Alors que la France reste à la 3^{ème} place européenne, le Royaume-Uni confirme son leadership historique avec 697 projets annoncés en 2012, et l'Allemagne conforte sa 2^{ème} place avec 624 projets. Si ces deux pays enregistrent une hausse en nombre de projets, creusant l'écart avec la France, l'Allemagne marque néanmoins le pas avec 12 508 créations d'emplois, tandis que le Royaume-Uni poursuit sa progression, avec un nombre d'emplois créés 3 fois supérieur à celui enregistré en France.

► Plus sur les nouveaux visages européens, [p.11](#)

3 Etats-Unis, Europe, BRIC : résultats contrastés



Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

La France reste la destination européenne la plus attractive aux yeux des investisseurs américains (138 projets). En revanche, elle perd du terrain tant auprès des investisseurs européens, notamment allemands et britanniques, que des investisseurs venus des BRIC (14 implantations en 2012 contre 23 en 2011). D'une manière générale, les investisseurs émergents privilégient le Royaume-Uni (70 projets) et l'Allemagne (63).

► Plus sur l'origine des projets, [p.16 et 17](#)

4 Industrie : un moteur sans puissance



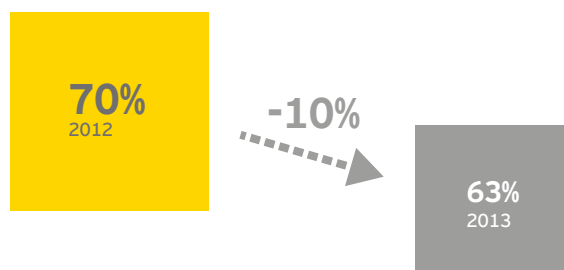
Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

Si la France reste sur la première marche du podium des implantations industrielles étrangères, celles-ci accusent un fort recul (-25,3%) : passant de 170 projets en 2011 à 127 en 2012, le site France est menacé par le Royaume-Uni (121). Une faible puissance qui se traduit par un manque de compétitivité dans les projets de R&D, où la France figure en 3^{ème} position (26 projets), derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne (respectivement 54 et 31).

► Plus sur les activités et les secteurs clés, [p.13 et 29](#)

5 Confiance et exigence

Confiance dans la capacité à surmonter la crise



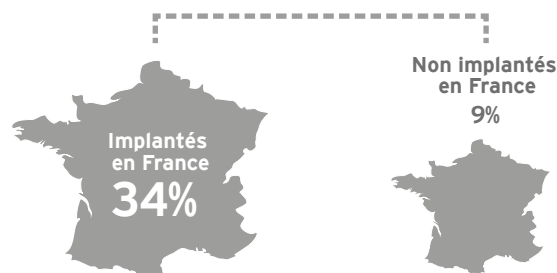
Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants).

63% des investisseurs étrangers restent confiants dans la capacité du site France à surmonter la crise actuelle (70% en 2012). Mais 69% de ceux qui y sont implantés estiment que notre pays ne met pas en œuvre une politique d'attractivité intéressante pour les investisseurs étrangers.

► Plus sur les attentes des investisseurs, [p.26](#)

6 Le doute intra-muros

Doute exprimé par les investisseurs sur l'avenir de l'attractivité du site France



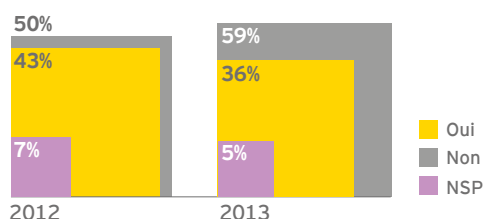
Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (149 répondants implantés en France et 63 répondants non implantés en France).

Seules 9% des entreprises étrangères non implantées sur le sol français estiment que l'intérêt présenté par la France pour l'implantation et le développement de leur entreprise va se détériorer dans les cinq années à venir. Cette proportion atteint 34% parmi les entreprises déjà installées en France.

► Plus sur les prévisions des investisseurs, [p.21](#)

7 Les investisseurs prudents pour 2013

Projets d'investissement pour l'année à venir



Sources : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2012 (208 répondants en France), Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants en France).

36% seulement des investisseurs interrogés envisagent d'établir ou de développer des activités en France en 2013, contre 43% l'an dernier, confirmant une posture attentiste des investisseurs qui s'observe également dans les autres pays européens. Pour les entreprises déjà implantées, la tendance est au maintien des activités actuelles (70% des personnes interrogées), davantage qu'au renforcement (12% contre 25% l'an dernier).

► Plus sur les projets des investisseurs, [p.19](#)

8 Entrepreneuriat et innovation : le duo gagnant

Les leviers de la compétitivité pour les investisseurs

Capacité d'innovation	+4%	
Esprit d'entreprise	+10%	
Spécialisation sectorielle	-12%	
Ouverture internationale	-4%	
Formation et attraction de talents	+6%	

Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2012 (205 répondants), Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants).

30% des investisseurs interrogés pensent que la France doit miser sur l'entrepreneuriat et l'esprit d'entreprise pour renforcer son rôle dans l'économie mondiale. Associer innovation et entrepreneuriat apparaît comme une voie incontournable pour renforcer l'attractivité française.

► Plus sur les leviers de la compétitivité, [p.34 à 45](#)

Réalité

p.8 L'économie mondiale n'est pas réglée à l'heure européenne

p.9 Europe 2012 : moins de projets, plus d'emplois

p.11 Un continent, quatre visages

p.12 France 2012 : une destination en arrière-plan

p.13 L'industrie en France, un moteur sans puissance

p.16 Les Américains apprécient la France, les Européens regardent ailleurs

p.17 Rendez-vous manqué avec les économies émergentes

p.19 Projets 2013 : le point d'inflexion ?



L'attractivité en perte de vitesse

Les résultats de la France sont d'autant plus décevants lorsqu'ils sont observés à la lumière des résultats européens.

Quand l'Europe n'enregistre, dans un contexte économique et financier pourtant mouvementé, qu'un léger fléchissement des implantations internationales (-3%), la France accuse un net recul, non seulement en termes d'implantations (-13%), mais aussi, et surtout, en termes d'emplois créés (-20%).

Si la France conserve sa 3^{ème} place sur le podium des pays européens les plus attractifs, et le premier rang en matière d'implantations industrielles, elle se voit distancée par un duo de tête composé du Royaume-Uni et de l'Allemagne, qui ont accueilli en 2012 plus du tiers des projets d'implantation internationale sur le continent européen.

Le rendez-vous manqué de la France avec les économies à croissance rapide expliquerait-il un tel décalage ? Avec seulement 14 projets d'implantation venus des BRIC (contre 23 en 2011), l'Hexagone n'a attiré que 6% du total européen des investissements étrangers en provenance de ces économies à forte croissance en 2012.

Chiffres clés

Investissements étrangers en France en 2012

471 implantations internationales en France, en recul de 13% par rapport à 2011.

10 542 créations d'emplois annoncées, en recul de 20%.

3^{ème} au classement européen de l'attractivité pour la deuxième année consécutive, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne.

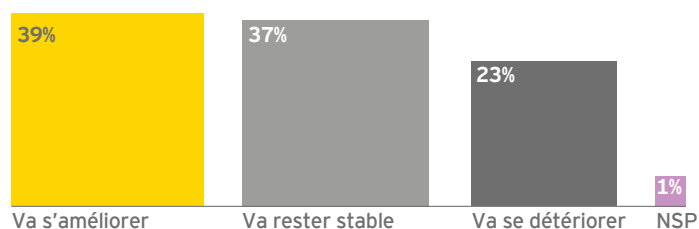
1^{er} rang européen pour les implantations industrielles, avec 127 projets.

14 projets en provenance des BRIC, contre 23 en 2011.

L'économie mondiale n'est pas réglée à l'heure européenne

Attractivité européenne

Pensez-vous que l'attractivité européenne pour les trois prochaines années...



Source : Ernst & Young's 2013 European attractiveness survey (808 répondants).

Au niveau mondial, les investissements étrangers ont totalisé 1 300 milliards de dollars en 2012. Un chiffre en baisse de 18% par rapport au niveau record atteint en 2011 (1 600 milliards de dollars)¹.

Les projets d'investissements « greenfield »² et les fusions-acquisitions transfrontalières ont chuté, en 2012, respectivement de 34% et 41%. Des indicateurs qui reflètent bien le manque de confiance des investisseurs dans un contexte rempli d'incertitudes, tant sur le plan économique que politique.

Par ailleurs, la dette américaine, mais aussi la pression fiscale accrue et la crise de l'euro, sont autant de sujets macroéconomiques qui pèsent lourdement dans l'esprit des investisseurs. Plus prudentes

sur les grands projets internationaux, de nombreuses entreprises adoptent actuellement une posture attentiste. Les économies matures ont fait les frais de ces inquiétudes et représentent près de 90% de la baisse de 294 milliards de dollars observée l'an dernier pour les investissements directs étrangers (IDE) au niveau mondial. Surtout, l'année 2012 a marqué un tournant, puisque, pour la première fois, les économies émergentes ont dépassé les pays matures comme premiers bénéficiaires du flux des investissements étrangers.

Tout en faisant preuve de réalisme, les investisseurs étrangers se montrent cependant optimistes quant à l'avenir de l'attractivité de l'Europe³.

Une majorité d'entre eux (76%) est convaincue que l'attractivité de l'Europe va s'améliorer, ou au moins demeurer stable, dans les trois prochaines années, tandis que moins d'un investisseur sur quatre estime qu'elle va se dégrader. La part d'investisseurs anticipant une amélioration n'a guère évolué depuis 2012 (39% contre 38%). Les investisseurs originaires des BRIC se montrent plus optimistes sur les perspectives de la région : ils sont 55% à estimer que l'Europe deviendra plus attractive pour les investisseurs étrangers dans les trois années à venir, contre 33% des investisseurs en provenance d'Europe de l'Ouest. La crise de l'euro n'aurait donc pas profondément entamé leur confiance. Les politiques, qui paraissent maintenant plus engagés dans la résolution de la crise et la restauration de la croissance économique, semblent leur donner raison.

1. *Global Investment Trends Monitor*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), janvier 2013.

2. Le « greenfield investment » désigne un « IDE nouveau », où l'investissement direct se matérialise par l'installation de nouveaux moyens de production et le recrutement de nouveaux employés.

3. *Ernst & Young's 2013 European Attractiveness Survey*, 2013.

Europe 2012 : moins de projets, plus d'emplois

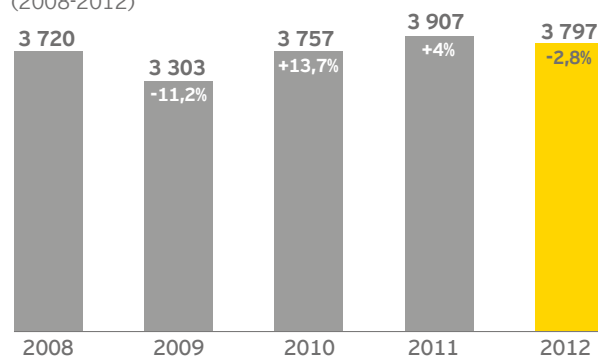
En 2012, l'Europe a attiré 3 797 projets d'implantation internationale. Un chiffre en recul de 2,8% par rapport à 2011, mais qui reste au-dessus du niveau d'avant-crise (3 531 projets en 2006 et 3 712 en 2007).

Ces implantations ou extensions ont créé 170 434 nouveaux emplois en 2012, soit 8% de plus que l'année précédente. Le nombre moyen d'emplois par projet a légèrement augmenté, passant de 40 en 2011 à 45 en 2012.

Dans une certaine mesure, ces résultats permettent de nuancer le bilan d'une année marquée par les déficits, le chômage et la faible croissance du continent. Dans l'esprit des investisseurs, les atouts historiques de l'Europe (stabilité, compétences, qualité des institutions...), mais aussi son bassin de consommation, semblent avoir atténué l'impact des turbulences économiques, financières et sociales qui secouent la zone euro. Malgré son pessimisme persistant, la communauté internationale des affaires croit en ces atouts et voit toujours l'Europe comme une valeur sûre et de long terme.

Evolution du nombre d'implantations internationales en Europe

(2008-2012)



Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

Top 15 européen en nombre de projets

Rang	Destination	Nombre de projets		Evolution 2011-2012	Part de marché 2012	Création d'emplois		Evolution d'emplois 2011-2012
		2011	2012			2011	2012	
1	Royaume-Uni	679	697	2,7%	18,3%	29 888	30 311	1,4%
2	Allemagne	597	624	4,8%	16,4%	17 276	12 508	-27,6%
3	France	540	471	-12,8%	12,4%	13 164	10 542	-19,9%
4	Espagne	273	274	0,4%	7,2%	9 205	10 114	9,9%
5	Belgique	153	169	10,5%	4,4%	3 599	2 939	-18,3%
6	Pays-Bas	170	161	-5,3%	4,2%	2 229	869	-61,0%
7	Pologne	121	148	22,3%	3,9%	7 838	13 111	67,3%
8	Russie	128	128	0,0%	3,4%	8 362	13 356	59,7%
9	Irlande	106	123	16,0%	3,2%	5 373	8 898	65,6%
10	Turquie	97	95	-2,0%	2,5%	7 295	10 146	39,1%
11	Serbie	67	78	16,4%	2,1%	13 479	10 302	-23,6%
12	Finlande	62	75	21,0%	2,0%	937	309	-67,0%
13	République tchèque	66	64	-3,0%	1,7%	5 168	5 508	6,6%
14	Suisse	99	61	-38,4%	1,6%	1 546	1 155	-25,3%
15	Italie	80	60	-25,0%	1,6%	290	618	113,1%
	Autres	669	569	-15,0%	15,1%	32 182	39 748	23,5%
	Total	3 907	3 797	-2,8%	100,0%	157 831	170 434	8,0%

Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

Point de vue



Pour une Europe à la reconquête de son industrie

Antonio Tajani

Vice-président de la Commission européenne en charge de l'Industrie et de l'Entrepreneuriat

Depuis le début du siècle, l'Europe doit faire face au déclin de son industrie, déclin qui s'est accéléré avec les dernières crises. Si le continent reste la destination phare des investissements directs étrangers, qui ont totalisé 293,5 milliards de dollars en 2012 - soit près du quart du total investi dans le monde - l'industrie n'en représente plus que 25,6%.

Pour inverser cette tendance, la Commission européenne a adopté en octobre 2012 une nouvelle politique industrielle avec l'ambition de porter la part de l'industrie manufacturière dans le PIB, qui s'élève aujourd'hui à 15,6%, à 20% d'ici à 2020. Un effort de reconquête qui doit puiser sa force dans la globalisation, en témoigne le *Rapport sur la compétitivité européenne 2012* qui met en lumière les nombreux effets bénéfiques sur la compétitivité de l'industrie européenne. Ainsi, le développement des « chaînes de valeur mondiales », qui permettent l'externalisation de certaines parties de la production et donc l'optimisation des coûts, renforce sa compétitivité et peut lui ouvrir les voies de nouveaux marchés.

Ce même rapport confirme l'efficacité de la politique industrielle durable de l'Union européenne. En effet, en matière d'efficacité énergétique des exportations, celle-ci occupe le premier rang mondial, devant les États-Unis et le Japon. Et les firmes européennes font la course en tête en matière d'innovation et d'éco-investissements dans les technologies, produits et services propres ou économes en énergie.

Pour se régler à l'heure de l'économie mondiale, l'Europe doit enfin poursuivre sa politique de suppression des barrières aux échanges. Le rapport préconise une série d'actions destinées à augmenter les exportations européennes de produits finis, notamment vers les puissances industrielles à croissance rapide (Chine, Brésil et Inde). Il met aussi l'accent sur les bienfaits d'une « politique de voisinage », aujourd'hui insuffisamment déployée, afin de renforcer les échanges transfrontaliers. Enfin, il insiste sur la nécessité d'attirer les investissements directs étrangers pour stimuler la créativité et la compétitivité des firmes européennes. L'Europe n'a pas dit son dernier mot !

“Pour se régler à l'heure de l'économie mondiale, l'Europe doit poursuivre sa politique de suppression des barrières aux échanges.”

Un continent, quatre visages

Si, en 2012, l'Europe a dans son ensemble relativement bien résisté aux tensions diverses, les pays de la zone ont emprunté des parcours aux clivages profonds et parfois surprenants, au travers desquels quatre catégories se détachent :

► **Les leaders.** Sur les deux premières marches du podium de l'attractivité européenne s'affrontent, au coude-à-coude et loin devant les autres, le Royaume-Uni et l'Allemagne, si bien qu'ils constituent à eux seuls une première catégorie à part. Le Royaume-Uni conserve sa première place, avec 697 projets d'investissements étrangers, soit 18% du total européen, et plus de 30 300 créations d'emplois. Il est talonné par l'Allemagne, qui a vu sa part augmenter pour atteindre 16% du total européen, avec 624 projets et plus de 12 500 créations d'emplois.

► **Les dynamiques.** L'année 2012 a également été marquée par le retour en force de l'Europe centrale et orientale, portée par des

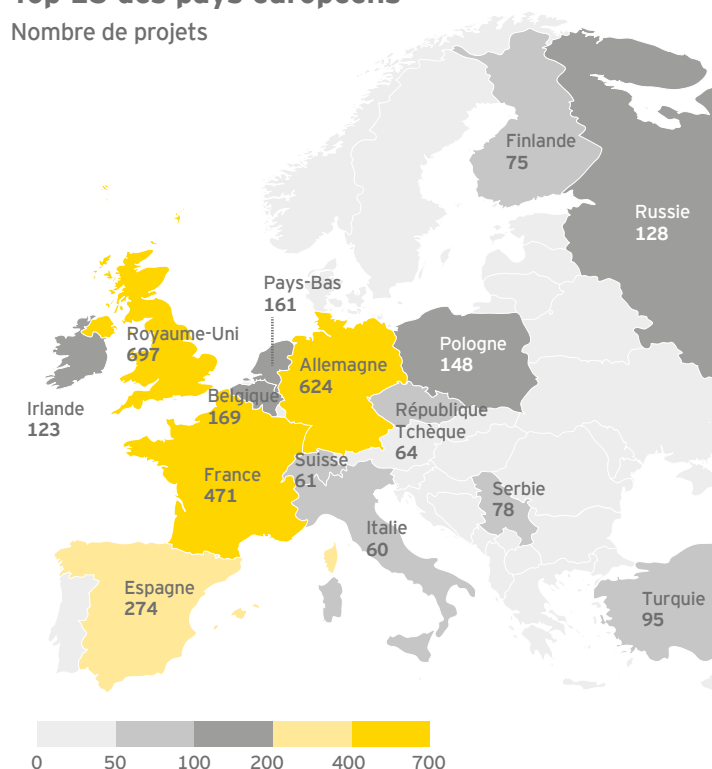
projets fortement créateurs d'emplois, notamment en Pologne, en Russie, en Serbie et en Turquie. La région a retrouvé sa dynamique d'attractivité pour les IDE, après deux années relativement décevantes : elle dépasse ainsi l'Europe occidentale et devient la première destination en termes de créations d'emplois.

► **Les opportunistes.** Grâce à des stratégies efficaces en matière d'attractivité, certaines économies, en difficulté ou en récession, ont su valoriser leur flexibilité et les opportunités à saisir sur leur territoire. Ainsi, l'Espagne, l'Irlande et la Finlande ont attiré un nombre record de projets en 2012 et la Belgique a connu sa meilleure année depuis 2008.

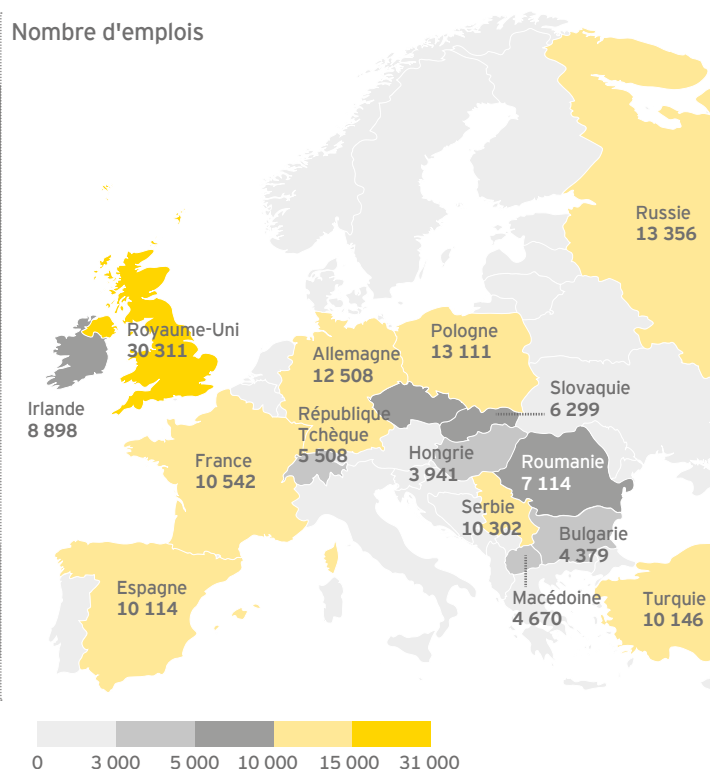
► **Les vulnérables.** La Suisse, les Pays-Bas, l'Italie et la France font quant à eux figure de retardataires et ont attiré en 2012 moins de projets, par ailleurs peu créateurs d'emplois. Toutefois, ces quatre économies ont attiré 753 projets d'IDE, soit 20% du total européen.

Top 15 des pays européens

Nombre de projets



Nombre d'emplois



Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

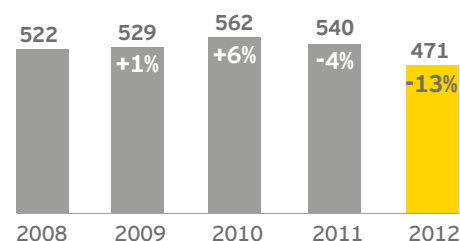
Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

France 2012 : une destination en arrière-plan

Alors que l'Europe n'a enregistré qu'un recul limité du nombre d'implantations et une hausse du nombre d'emplois créés, la France n'a attiré « que » 471 implantations ou extensions portées par des investisseurs étrangers.

Nombre de projets d'implantation

(France, 2008-2012)



Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

Quand l'Allemagne, confortée dans sa 2^{ème} place (624 projets annoncés), parvient à disputer le leadership au Royaume-Uni (697), elle creuse également l'écart avec la France, qui reste à la 3^{ème} place européenne (471). L'Hexagone conserve toutefois une longueur d'avance non négligeable sur ses poursuivants. Sur la 4^{ème} marche du podium, l'Espagne a attiré 274 projets en 2012. En nombre d'emplois créés, la France perd deux places pour se classer en 5^{ème} position, désormais devancée par la Russie et la Pologne. A titre de comparaison, le nombre d'emplois créés sur le sol français par les implantations internationales ne représente que le tiers des emplois créés par les IDE au Royaume-Uni (10 542 contre 30 311).

Les facteurs susceptibles d'expliquer cette perte de vitesse sont connus : faible compétitivité, inquiétudes des investisseurs quant aux perspectives de croissance ou à l'instabilité fiscale, posture attentiste doublée d'un effet retard de la crise... Dans un tel climat, une question se pose : dans une économie européenne qui elle-même se contracte, y a-t-il encore de la place pour trois géants ? Les indicateurs de l'année 2012 semblent suggérer le contraire.

Le Royaume-Uni conserve son leadership historique en 2012, accueillant près d'un cinquième des décisions d'investissements étrangers et des créations d'emplois annoncées en Europe.

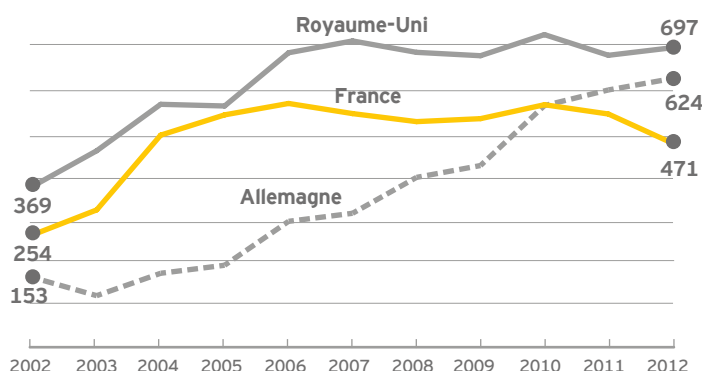
Le pays a attiré 697 projets, soit 2,7% de plus qu'en 2011, créant 30 311 nouveaux emplois, en hausse de 1,4%. Les entreprises américaines y sont restées les premiers investisseurs, présentes notamment dans les services aux entreprises, l'industrie pharmaceutique et la logistique. Les projets venus de France, en particulier dans les services aux entreprises, et du Japon, pour les équipements industriels, ont également enregistré une hausse. Les BRIC - notamment les entreprises indiennes et chinoises - y ont renforcé leurs investissements (70 projets), en particulier dans les nouvelles technologies, afin d'accroître leur présence sur toute la chaîne de valeur.

L'Allemagne a attiré 624 implantations internationales en 2012, soit une hausse de 4,5% par rapport à 2011... et de 105% en cinq ans.

Concentrant 16,4% des nouveaux IDE en Europe, le pays marche désormais dans les pas du Royaume-Uni comme destination privilégiée des investisseurs étrangers. Cependant, avec un total de 12 508 emplois annoncés en 2012, le nombre d'emplois créés par projet a fortement baissé (- 27,6% par rapport à 2011). Le secteur industriel allemand a souffert d'une baisse de la demande en provenance du marché européen et la confiance des entreprises s'est légèrement érodée en raison des craintes d'un éclatement de la zone euro. Les entreprises américaines, comme les britanniques, ont privilégié les services aux entreprises, alors que les investisseurs suisses, tout comme les chinois et les japonais, ont concentré leurs investissements sur les équipements industriels et l'électronique.

L'affrontement des principales destinations

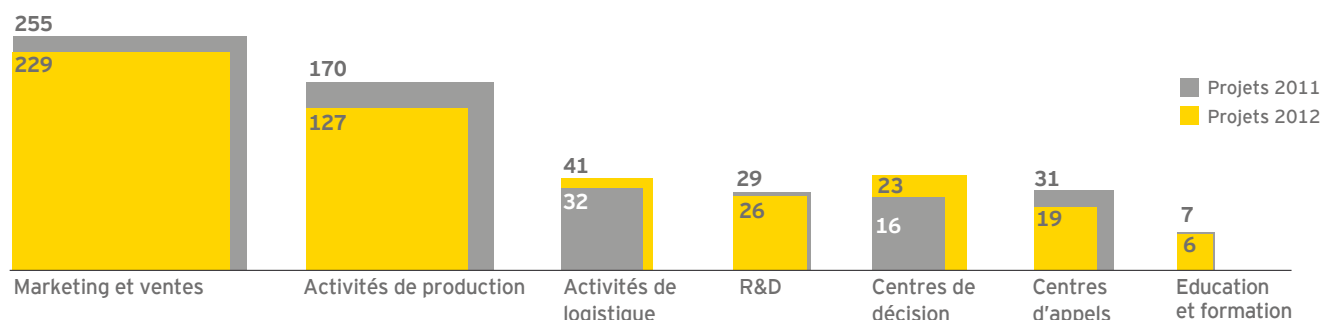
(2002-2012)



Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

L'industrie en France, un moteur sans puissance

Répartition des projets d'implantation internationale par type d'activité



Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

La France ne doit pas se satisfaire d'avoir conservé sa première place sur le podium des destinations européennes les plus attractives pour les implantations industrielles. Ce serait fermer les yeux sur le fort recul (-25,3%) des projets d'investissements industriels étrangers (de 170 implantations en 2011 à 127 en 2012) et par conséquent celui des emplois ainsi créés (de 7 785 emplois créés en 2011 à 3 605).

Une baisse qui s'accompagne de nombreuses suppressions de capacités industrielles qui ont eu, en 2012, un fort retentissement dans les sphères économique et publique. L'Observatoire de l'Investissement (Trendeo) a compté, en 2012, 229 suppressions de capacités (dont 64 fermetures de sites), soit plus de 12 771 suppressions d'emplois pour les activités de production industrielle.

Top 15 des implantations pour les activités de production

Destination	Emplois			Projets		
	2011	2012	Evolution	2011	2012	Evolution
Russie	7 582	13 110	72,9%	62	60	-3,2%
Royaume-Uni	12 642	11 110	-12,1%	92	121	31,5%
Turquie	5 880	10 083	71,5%	23	29	26,1%
Serbie	12 598	95 99	-23,8%	49	49	0,0%
Pologne	5 706	6 432	12,7%	69	65	-5,8%
Slovaquie	3 695	5 843	58,1%	31	23	-25,8%
Espagne	4 450	5 343	20,1%	72	66	-8,3%
République tchèque	4 618	5 001	8,3%	35	35	0,0%
Roumanie	5 540	4 840	-12,6%	33	15	-54,5%
Macédoine	3 040	4 670	53,6%	12	8	-33,3%
Allemagne	7 586	4 109	-45,8%	121	108	-10,7%
Bulgarie	1 885	3 914	107,6%	15	14	-6,7%
France	7 785	3 605	-53,7%	170	127	-25,3%
Hongrie	4 717	3 405	-27,8%	41	34	-17,1%
Bosnie-Herzégovine	354	2 447	591,2%	9	17	88,9%
Autres	9 151	8 024	-12,3%	205	202	-1,5%
Total	97 229	101 535	4,4%	1 039	973	-6,4%

Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

Dans les secteurs en surcapacité ou fortement concurrencés par les pays à bas coûts, le débat sur la perte de compétitivité industrielle de la France s'intensifie avec la multiplication des suppressions de sites. En outre, le nombre moyen d'emplois créés par projet s'est réduit, passant de 46 en 2011 à 28 en 2012. Un chiffre largement inférieur à une moyenne européenne (104) désormais dopée par les implantations en Russie, au Royaume-Uni, en Turquie et en Serbie notamment.

► **Dans l'automobile par exemple**, la France n'a enregistré que 12 projets d'implantation internationale pour seulement 350 emplois créés. Le ralentissement est également marqué en Allemagne et au Royaume-Uni.

European Automotive Survey 2013

Dans l'étude européenne Ernst & Young sur le secteur automobile* publiée en février 2013, 90% des répondants français estiment que la situation de leur entreprise va s'améliorer dans les six prochains mois, avec un optimisme plus marqué qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni. Cependant, la France se place à la 9^{ème} position seulement en ce qui concerne les sites de production les plus compétitifs en termes d'innovation, 6% des répondants considérant le pays comme très compétitif contre 44% pour l'Allemagne qui occupe la première place du podium. Entre 2011 et 2013, la France a ainsi perdu 21 points en termes de compétitivité liée à l'innovation. Surtout en matière de qualité des produits de son industrie automobile, la France est classée 7^{ème} avec seulement 10% des décideurs qui la considèrent comme très compétitive contre 51% pour l'Allemagne. Sur cet indicateur, la France enregistre une baisse de 15 points en deux ans.

* European Automotive Survey 2013, Ernst & Young, 2013.

► **Année difficile également pour l'industrie pharmaceutique**, qui n'a attiré que 8 projets d'implantation internationale pour seulement 168 emplois, malgré de belles réalisations telle que l'ouverture du centre de bioproduction de Merck Millipore, filiale de Merck KGaA à Martillac, en Gironde. Ce secteur pointe d'ailleurs en 5^{ème} position des moteurs de l'attractivité française identifiés par les investisseurs interrogés pour les deux années à venir (9% des répondants l'ont cité comme principal moteur, contre 5% en 2011).

► **Le secteur agroalimentaire** fait preuve de résilience et ne marque que légèrement le pas, avec 27 projets en 2012 contre 30 en 2011. Toutefois, il a suscité moins de créations d'emplois que l'année précédente et a même connu de nombreuses suppressions de postes.

► **L'électronique** se maintient également, avec 17 projets, soit un de plus qu'en 2011 et près de 200 emplois créés. A titre d'exemple, Amphenol Air LB, filiale du groupe américain Amphenol Corporation, leader mondial spécialisé dans les domaines des systèmes d'interconnexion électriques et d'accessoires de câblage et d'attachement, a annoncé la relocalisation et l'extension de son unité de production sur un nouveau site à Carignan, en Champagne-Ardenne. Ce projet devrait permettre la création d'une cinquantaine d'emplois d'ici 2018.

Toutefois, cette réalité ne doit pas occulter le fait que la France reste une destination aux qualités logistiques indéniables et identifiée pour les activités porteuses d'innovations et ancrées dans de grandes filières concurrentielles.

Les implantations d'activités industrielles restent principalement dynamisées par les secteurs des équipements industriels (20 projets) et par les industries agro-alimentaire et chimique. Aux côtés d'EADS qui contribue significativement aux créations d'emplois industriels, on peut ainsi citer, avec plus de 540 emplois créés en 2012, l'entreprise suisse Ethical Coffee Company SA, qui implante une nouvelle usine en Haute-Savoie pour développer sa production de dosettes biodégradables, ou encore le groupe danois Grundfos qui renforce sa capacité industrielle sur le site de Longeville en Lorraine, avec 150 créations d'emplois annoncées.

Terre de donneurs d'ordres dans une grande variété de secteurs à forte valeur ajoutée (aéronautique, agro-alimentaire, luxe, énergie, automobile, chimie...) et forte de sa position de « barycentre logistique », entretenue par une solide capacité foncière, la France dispose de nombreux atouts pour rester une destination d'implantation industrielle attractive. Toutefois, si elle ne veut pas voir la compétition mondiale consacrer le divorce de son industrie et de sa compétitivité, la France doit rapidement voir se renouer un dialogue constructif entre acteurs publics et privés.

Vision sectorielle Ernst & Young

Jean-François Bélorgey

Associé en charge du
secteur Automobile,
Ernst & Young
et Associés

Activer le levier de la compétitivité « coûts » pour passer à la vitesse supérieure sur la voie de la compétitivité « hors coûts »

Le secteur automobile n'échappe pas au débat sur la compétitivité industrielle en France, où s'opposent souvent défenseurs de la « compétitivité coûts » et partisans de la « compétitivité hors coûts » : deux fronts sur lesquels l'industrie française a vu sa compétitivité décrocher. Au-delà de la forte dimension symbolique et émotionnelle qu'il revêt en France, le secteur automobile se retrouve en première ligne dans ce débat, compte tenu du fait que la production automobile en Europe a atteint un seuil de surcapacité record.

Certains, comme l'Allemagne, se sont engagés il y a des années sur la voie d'une compétitivité « par le haut » en parvenant à développer des marques fortes, dotées d'une image alliant le haut de gamme à la robustesse, avec des produits chers mais crédités d'un bon rapport qualité/prix. Un pari, certes engageant, mais qui, seul, ne peut constituer une voie de salut soutenable à long terme.

Tout d'abord parce que la compétitivité « hors coûts » demande du temps et de l'argent : elle implique des investissements à long terme dans la R&D, l'innovation, la formation, l'efficacité et la qualité du service après-vente, etc. Or, les constructeurs français

se sont parfois trouvés fort dépourvus quand la crise fut venue. C'est pourquoi l'urgence pour l'industrie française se situe aujourd'hui dans la voie de la compétitivité « coûts ». Car c'est au prix d'économies significatives en amont de la chaîne de valeur, ensuite réinvesties dans la recherche et l'innovation, que l'industrie, et dans ce cas précis l'automobile, sera en mesure de jouer sur le levier de la compétitivité « hors coûts ». Sans oublier le fait que, dans un contexte de pression des consommateurs, « coût » et « hors coût » sont intimement liés : pour preuve, le succès des gammes de véhicules bon marché, qui sont parvenues à se construire une forte image de marque.

C'est en France que la bataille pour regagner la compétitivité de notre industrie, automobile et autre, devra se livrer. Sur le front des « coûts », cela suppose pour les constructeurs qu'ils puissent prendre appui sur un tissu industriel suffisamment dense et composé d'une nouvelle catégorie d'ETI, équipementiers et fournisseurs. Sur le front de la compétitivité « hors coûts », en faisant en sorte que ses innovations, réels facteurs de compétitivité « par le haut » - citons le cas de la voiture électrique - trouvent leurs plus fervents supporters... en France.



Les Américains apprécient la France, les Européens regardent ailleurs

Les projets portés par les entreprises américaines représentent 30% de l'ensemble et plus de 40% des emplois créés.

Ils affichent même une progression de 11%, portée notamment par les projets d'investissement d'Amazon, mais aussi de GE et Fedex. Le nombre d'emplois créés par les entreprises américaines a été quasiment multiplié par deux en un an, passant de 2 380 créations annoncées en 2011 à 4 474 en 2012. Tandis qu'en Allemagne, les créations d'emplois venus d'outre-Atlantique sont passées de 6 545 en 2011 à 3 198 en 2012.

Si la France veut rester attractive pour les donneurs d'ordres américains, du numérique et d'autres secteurs, elle doit rester vigilante : une trop forte médiatisation des divergences entre les parties prenantes aux projets - de Titan à Goodyear - peut avoir un effet dévastateur sur l'issue de ces négociations. En effet, la France est forte d'une communauté d'investisseurs américains de plus de 1 200 groupes représentant plus de 440 000 emplois⁴,

elle joue dans une cour où ses concurrents européens (Irlande, Pays-Bas, Suisse) se livrent une concurrence féroce, aux côtés des grandes économies (Royaume-Uni, Allemagne) pour séduire ces investisseurs clés.

En revanche, le site France perd en attractivité pour les grandes économies européennes : les investissements en provenance du Royaume-Uni et d'Allemagne reculent tant en nombre de projets qu'en nombre d'emplois créés.

La France souffre particulièrement de la désaffection des investisseurs allemands (30,3% de projets en moins), même si elle demeure leur destination favorite en nombre de projets. Une baisse est également observée pour les investissements en provenance du Nord de l'Europe (Belgique, Suède, Pays-Bas, ou encore Danemark).

A l'inverse, la France voit progresser ceux venus d'Europe du Sud (Italie et Espagne), confirmant qu'elle a un rôle à jouer en tant que carrefour sud-européen, voire euro-méditerranéen.

4. American Chamber of Commerce in France, 2013.

Top 10

Secteurs des projets d'investissement américains

Rang	Secteur	Nombre de projets
1	Services aux entreprises	28
2	Logiciels	23
3	Autres services de transport	16
4	Equipements industriels	9
5	Chimie	8
6	Electronique	7
7	Instruments scientifiques	6
8	Agroalimentaire	5
9	Vente	4
10	Electricité	4
	Autres	28
	Total	138

Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

Projets d'investissement

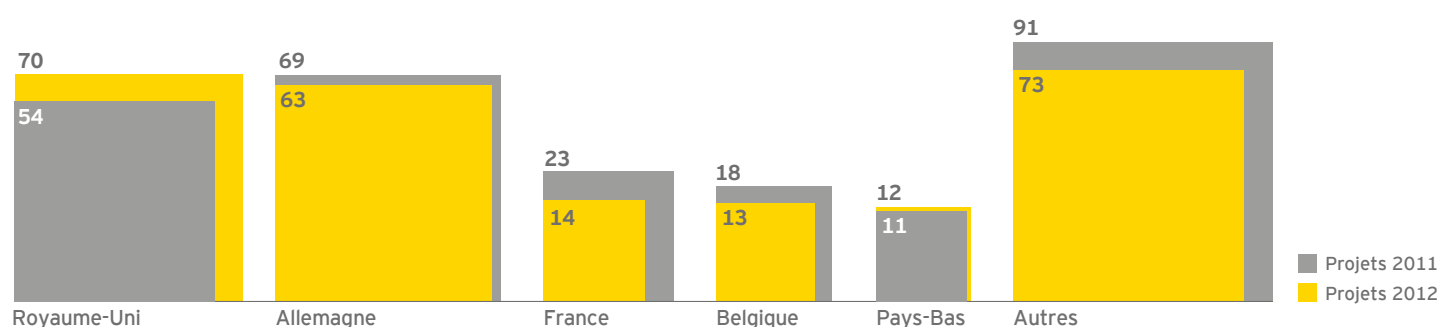
Nombre de projets d'investissement en France selon le pays d'origine

Pays d'origine	Nombre de projets		Variation 2011-2012	Emplois créés	
	2011	2012		2011	2012
Etats-Unis	124	138	11,3%	2 380	4 474
Allemagne	89	62	-30,3%	2 334	992
Royaume-Uni	56	45	-19,6%	787	434
Espagne	22	27	22,7%	377	605
Suisse	39	22	-43,6%	603	693
Italie	17	22	29,4%	232	460
Japon	21	21	0,0%	463	494
Belgique	27	17	-37,0%	485	127
Canada	12	12	0,0%	205	267
Suède	15	11	-26,7%	193	39
Autres	118	94	-20,3%	5 105	1 957
Total	540	471	-12,8%	13 164	10 542

Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

Rendez-vous manqué avec les économies émergentes

Top 5 des pays en nombre de projets issus des BRIC (2012)



Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

La France n'a pas su, en 2012, accroître son attractivité auprès des investisseurs émergents : avec seulement 14 projets issus des BRIC, contre 23 en 2011, elle n'est que la 3^{ème} destination européenne pour les économies à croissance rapide et ne représente plus que 6% des 245 implantations européennes réalisées par les entreprises et entrepreneurs émergents.

Pendant ce temps, le Royaume-Uni continue de séduire les investisseurs indiens et l'Allemagne peut se prévaloir de la confiance des investisseurs chinois, mais aussi sud-africains ou turcs. Le duo ainsi formé attire au total plus de la moitié des projets (55%) et près de 60% des emplois créés par les nouveaux clients de l'Europe. Après avoir enregistré un recul en 2011, le Royaume-Uni consolide son statut de destination privilégiée pour les économies émergentes et regagne la 1^{ère} place européenne en 2012, avec 70 projets - en hausse de 22% - soit plus de 5 400 créations d'emplois.

Cette faible attractivité de la France auprès des économies émergentes s'explique en partie par une présence limitée dans ces pays.

En 2010, 43% des effectifs des groupes français internationalisés étaient implantés en Union européenne où ils réalisaient la moitié de leur chiffre d'affaires consolidé⁵ quand les BRIC n'accueillaient que 20% de ces effectifs, même si ce chiffre est en progression

(18% en 2009, 14% en 2007). Malgré le déplacement du centre de gravité économique mondial, la France n'a donc pas su, pour l'instant, saisir l'opportunité d'un rendez-vous avec les économies émergentes, quand ses voisins sont parvenus à s'adapter pour attirer un nombre croissant de projets en provenance de ces pays.

Il y a urgence. La France doit valoriser ses propres atouts et proposer un écosystème plus favorable aux groupes et PME issus des pays à croissance rapide, attirés par nos marchés et par nos technologies clés. Toutefois, si le nombre de projets étrangers qui se concrétisent en France est en baisse, certaines régions semblent avoir mis en place des stratégies efficaces pour attirer les projets issus des économies émergentes. Ainsi, en 2012, la région Rhône-Alpes a attiré, à elle seule, la moitié des projets chinois dans l'Hexagone et la région Midi-Pyrénées a accueilli deux entreprises indiennes dans le numérique et l'aérospatial. Quant au groupe indien Tech Mahindra Ltd, il a dernièrement annoncé l'ouverture d'un centre de R&D qui devrait y créer 80 emplois, confirmant l'attractivité de cette région.

5. « INSEE, Les groupes français à l'étranger », INSEE Première, n° 1439, mars 2013.

Point de vue



Londres, ville ouverte sur le monde

Boris Johnson
Maire de Londres

Centre culturel, économique et financier mondial de premier ordre, Londres est la ville globale par excellence en Europe. Elle y exerce un pouvoir d'attraction comparable à celui de New-York sur le reste des États-Unis. Les Jeux Olympiques et Paralympiques ont placé notre ville sous le feu des projecteurs et lui ont permis de jeter les bases de sa prospérité future, en lui donnant l'occasion de démontrer l'étendue de son potentiel logistique et d'injecter plusieurs milliards de livres dans des infrastructures vitales pour l'agglomération. Les préparatifs des Jeux ont enfin donné le coup d'envoi de la réhabilitation de vastes zones de l'est londonien, laissées en friche depuis des décennies.

Dans les dix prochaines années, Londres va connaître un boom démographique qui lui fera gagner un million d'habitants. Un record unique en Europe Occidentale, qui suppose de relever de nombreux défis mais offre aussi de multiples opportunités. Nous avons d'ores et déjà identifié plus d'une quarantaine de zones de développement dotées d'un potentiel de création de quelque 250 000 logements et 500 000 emplois. En dépit des restrictions budgétaires nationales et de la crise de l'eurozone, la ville poursuit son développement : avec un taux de

croissance en hausse de 7,2% en 2012 (contre +0,7% seulement pour l'ensemble du Royaume-Uni), sa part dans l'économie britannique a atteint un niveau historique (21,9%). En cinq ans, 168 000 nouveaux postes ont été créés dans la capitale, pour l'essentiel dans le secteur privé.

L'attractivité grandissante de la métropole auprès des investisseurs étrangers s'explique aisément. Londres est une ville sûre et ouverte sur le monde, dotée d'un système de visa flexible. Les BRIC sont naturellement attirés par cette ville, dont la position idéale sur le méridien zéro, la langue universellement pratiquée et le vivier de compétences professionnelles en font une porte d'entrée sur l'Europe. Outre son leadership incontesté dans les services financiers, la ville, qui accueille des entreprises internationales de l'industrie culturelle et créative mais aussi d'un secteur high tech en plein essor, attire les talents venus du monde entier. Si, dans une économie mondialisée de plus en plus compétitive, Londres ne peut se reposer sur ses lauriers, elle peut s'appuyer sur l'économie ambitieuse, moderne et dynamique que les Jeux ont mis en lumière. Voilà autant de raisons d'avoir confiance en nous et en l'avenir.

“Les BRIC sont naturellement attirés par cette ville... porte d'entrée sur l'Europe”

Projets 2013 : le point d'inflexion ?

Cette année, les résultats du baromètre invitent à s'interroger pour les mois et années à venir : a-t-on atteint le point bas du cycle ?

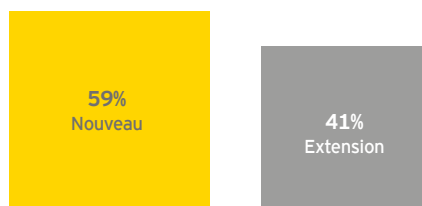
Les réformes récentes et à venir (Pacte pour la Compétitivité et l'Emploi et CICE, mesures annoncées fin avril en faveur de l'entrepreneuriat), ainsi que celles qui sont aujourd'hui plus ancrées (comme le Crédit d'Impôt Recherche), suffiront-elles à inverser la tendance et à initier le rebond ?

En donnant parfois le sentiment d'une certaine hostilité des pouvoirs publics vis-à-vis des entreprises, les derniers épisodes industriels hautement médiatisés - d'Arcelor à Titan - qui ont émaillé l'actualité française au cours des derniers mois ont véhiculé à l'étranger une image négative et peu avenante de notre territoire. On peut redouter l'impact que produirait une rupture entre la France et ses entreprises, non seulement sur la perception qu'ont les investisseurs étrangers du site France, mais plus largement sur le regard que les groupes à capitaux étrangers portent sur notre pays, à l'heure où 40% du capital des entreprises du CAC 40 sont détenus par des investisseurs étrangers⁶.

Les investisseurs étrangers confortent leurs actifs en France... mais regardent davantage en direction de ses voisins pour leurs nouveaux projets.

Types de projets d'implantation

(France, 2012)



Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

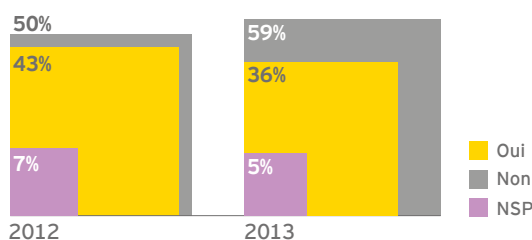
En 2012, plus de 59% des implantations internationales recensées en France sont des projets totalement nouveaux (« greenfield »), une proportion stable par rapport à 2011. Mais ses voisins font mieux : en Allemagne, la proportion de nouvelles implantations est en augmentation et représente, en 2012, plus de 78% des annonces recensées par l'European Investment Monitor d'Ernst & Young. Au Royaume-Uni, cette part s'élève à 65%. C'est là un

6. « Comment le CAC 40 s'est ouvert aux appétits étrangers », Les Echos, 23 avril 2013.

élément supplémentaire qui vient confirmer la confiance accordée par les investisseurs aux deux leaders européens, tandis que le site France apparaît davantage comme une zone de consolidation et de développement d'activités existantes.

Projets d'investissement pour l'année à venir

De manière générale, votre groupe envisage-t-il d'établir ou de développer des activités en France ?



Sources : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2012 (208 répondants en France), Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants en France).

59% des investisseurs interrogés n'envisagent pas d'établir ou de développer des activités en France en 2013.

L'époque est à la temporisation, dans un contexte économique difficile. Un attentisme qui frappe également nos voisins et concurrents européens : si 36% des investisseurs interrogés envisagent de développer leurs activités en France en 2013, ils ne sont guère plus nombreux à projeter de le faire au niveau européen (38%) ou en Allemagne (36%).

Pour les entreprises déjà implantées en France, la tendance est au maintien des activités actuelles (70% des personnes interrogées), davantage qu'au renforcement (12% contre 25% l'an dernier). On observe par ailleurs une légère hausse des projets de délocalisation : alors qu'en 2012, seules 2% d'entre elles envisageaient de transférer une partie de leurs activités depuis la France vers un autre pays, elles sont 6% aujourd'hui.

De plus, si l'édition antérieure de notre baromètre avait révélé l'indécision des investisseurs étrangers vis-à-vis de la France, ces derniers se montrent, cette année, moins indécis : au total, 5% seulement choisissent de ne pas se prononcer sur leurs projets d'investissement, contre 16% en 2012 (6% contre 34% pour les entreprises non implantées en France).

Perception

p.22 La France en mal de mondialisation

p.24 Diagnostic interne, diagnostic externe : le doute *intra-muros*

p.26 Un prix qui ne se justifie plus

p.29 R&D malmenée : aller au-delà du Crédit d'Impôt Recherche



La France désynchronisée

La perception qu'ont les investisseurs étrangers de l'attractivité du site France en 2013 vient confirmer un décalage français par rapport à l'Allemagne ou au Royaume-Uni.

Victime d'une image dépréciée et d'un écosystème jugé trop coûteux, peu flexible et endetté, la France n'est plus perçue par les investisseurs étrangers comme une économie d'envergure mondiale. Pourtant, malgré les difficultés traversées cette année par la France - difficultés qui ont pu renvoyer l'image d'une destination peu *business friendly* largement relayée par les médias français comme étrangers - il semblerait que la confiance des investisseurs étrangers n'ait pas pour autant été remise en cause comme on aurait pu le redouter : ils sont encore 63% à exprimer leur conviction que le pays surmontera la crise actuelle et 73%, parmi ceux qui sont implantés en France, à se déclarer satisfaits du site France.

Certains, plus positifs encore, citent la capacité d'innovation française comme l'un de ses principaux atouts pour s'inscrire dans la mondialisation et reconquérir son attractivité. Et, nouveauté 2013, ils citent même en deuxième atout... notre esprit d'entreprise ! Preuve qu'il existe bien une *French touch* capable de faire des émules à l'international. Pourtant, nos entrepreneurs ne voient pas leur pays du même œil. Comme si la France devait, avant tout, adresser des signaux favorables aux entreprises présentes sur son sol, pour redevenir, à terme, une destination pour les investisseurs qui y sont moins, ou pas encore, présents.

Chiffres clés

Baromètre de l'attractivité de la France 2013

63% des investisseurs se disent confiants dans la capacité de la France à rebondir, contre 70% en 2012.

31% des investisseurs sont « peu ou pas du tout satisfaits » du site France.

Allemagne

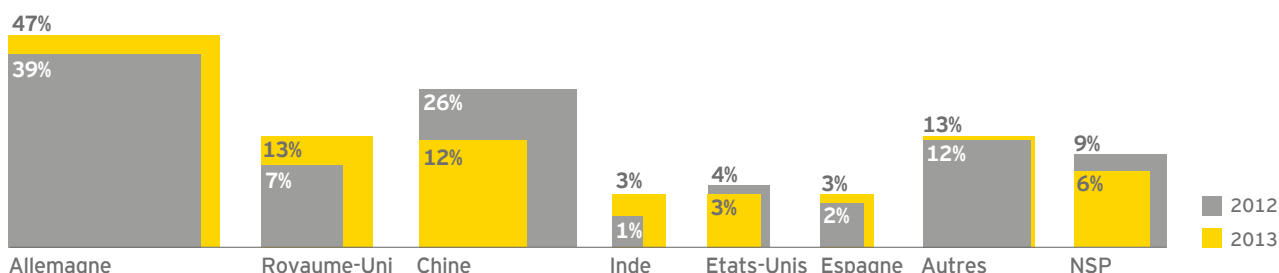
business friendly pour 64% des investisseurs étrangers... la France pour 32%.

38% des investisseurs étrangers voient l'Allemagne comme la première destination européenne.

La France en mal de mondialisation

L'Allemagne, premier concurrent de la France

Quel est selon vous le premier pays concurrent de la France pour les implantations internationales ?



Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2012 (205 répondants), Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants).

Le site France est en perte de vitesse par rapport à ses deux grands concurrents européens qui confirment leur meilleure inscription dans la mondialisation ainsi que leur pragmatisme par rapport aux attentes des entreprises en temps de crise ; ils ne ménagent pas leurs efforts pour attirer les investisseurs étrangers.

Alors que l'Allemagne et le Royaume-Uni sont spontanément comparés à des compétiteurs d'envergure mondiale tels que la Chine ou les États-Unis, la France n'évolue désormais plus dans cet univers et semble se rapprocher des pays en situation plus délicate comme l'Italie ou l'Espagne. Le premier concurrent de notre pays pour les implantations internationales est l'Allemagne (47%), distançant de très loin les autres destinations citées. Un constat encore plus marqué chez les investisseurs non implantés en France (60%).

Ces résultats montrent la nécessité, voire l'urgence, pour la France de s'inscrire pleinement dans la dimension globalisée de l'économie afin de défendre son attractivité face à ses principaux compétiteurs européens. En 2012, 54% des investisseurs citaient un pays ouest-européen comme principal concurrent de la France. En 2013, l'Europe de l'Ouest concentre 71% des réponses, 17% seulement des investisseurs citant comme premier concurrent un pays asiatique. Ainsi, quand 26% des investisseurs étrangers

identifiaient la Chine comme le principal concurrent de la France en 2012, ils sont deux fois moins nombreux à partager cette opinion cette année (12%).

Le décrochage observé cette année traduit un manque de confiance des investisseurs qui s'interrogent sur la capacité du site France à répondre à l'appel de la mondialisation.

C'est ce que révèlent notamment les tendances identifiées dans l'étude *Nation Goodwill Observer*⁷, menée par Ernst & Young en 2012 et qui vise à analyser les forces et faiblesses du capital immatériel des 26 plus grands pays du monde. Dans cette étude, la France se positionne relativement bien en ce qui concerne « l'image instantanée » des pays et pointe au 7^{ème} rang du classement, derrière l'Allemagne (1^{er}) et le Royaume-Uni (6^{ème}). Elle se place en tête des « puissances fragilisées » aux côtés du Japon, des États-Unis, de l'Italie et de l'Espagne. La France est, par ailleurs, particulièrement saluée pour sa créativité culturelle et artistique, catégorie dans laquelle elle occupe la 1^{ère} place du classement. Cependant, le pays inspire des doutes quant à sa capacité à saisir les opportunités offertes par la mondialisation, se plaçant au 19^{ème} rang du classement sur cette question, aux côtés des pays latins comme l'Italie ou l'Espagne.

7. *Nation Goodwill Observer*, Ernst & Young, W&Cie, Havas Design +, Cap, HEC Paris, novembre 2012.

Ernst & Young Globalization Index 2013

La mondialisation, une chance pour la France

Si, dans l'Hexagone, le discours ambiant peut parfois renvoyer l'image d'un pays, sinon hostile, du moins frileux face à la mondialisation, son inscription dans la dynamique mondiale est pourtant indéniable.

Le *Globalization Index*, publié chaque année par Ernst & Young, place la France à la 14^{ème} place du classement mondial des économies les plus ouvertes en 2012, en progrès d'une place par rapport à 2011 et de sept places depuis 1995. Cette étude, qui mesure le « degré de connexion au reste du monde » des 60 pays les plus importants du monde en termes de PIB, suggère que le processus de mondialisation va continuer à progresser, stimulé principalement par les technologies et la circulation des idées.

Les vingt indicateurs utilisés pour le calcul du *Globalization Index* sont classés en cinq grandes catégories : les mouvements de biens et services ; les mouvements de capitaux ; les échanges de technologies et d'idées ; les mouvements de main-d'œuvre ; l'intégration culturelle. Le degré de mondialisation du commerce, de l'investissement, de la technologie, de la main-d'œuvre et de la culture d'un pays est mesuré en valeur « relative », par rapport à son PIB, plutôt qu'à travers la valeur absolue de ces éléments. L'indice reflète l'intégration mondiale d'un pays telle qu'observée ou vécue

de l'intérieur. La France se positionne particulièrement bien sur les critères culturel (12^{ème} place, devant l'Allemagne et le Royaume-Uni), et technologique (11^{ème} place, également mieux placée que ses deux voisins), alors que l'étude 2012 confirme que la technologie est maintenant le premier moteur de la mondialisation.

La part croissante prise par la France dans l'économie mondiale est d'ailleurs confirmée par la simple observation de l'internationalisation de l'actionnariat des grandes entreprises françaises : plus de 40% du capital des groupes du CAC 40 sont entre des mains étrangères. Une évolution radicale au cours des vingt dernières années, qui s'explique par l'internationalisation de l'activité et de nombreuses fusions-acquisitions, mais aussi par l'avènement de l'euro, une monnaie qui attire les investisseurs. Cette internationalisation de l'actionnariat a accompagné l'internationalisation des activités, puisque les entreprises du CAC 40 réalisent aujourd'hui les trois quarts de leur chiffre d'affaires hors de France. La croissance de leurs revenus repose à 85% sur leurs implantations à l'étranger, en particulier dans les pays émergents. Les groupes du CAC 40 réalisent même plus de 72% de leur chiffre d'affaires hors de France.*

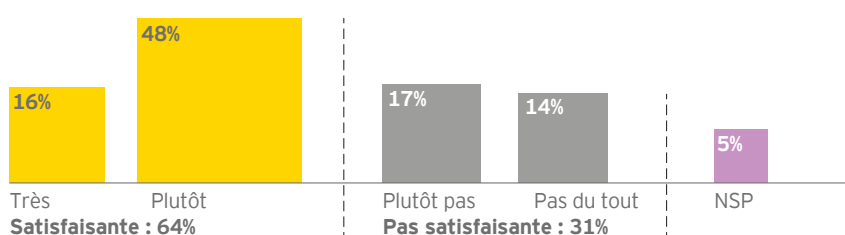
* L'activité internationale des entreprises du CAC 40 en 2012, French Business Network, Ernst & Young, 2012.



Diagnostic interne, diagnostic externe : le doute *intra-muros*

Satisfaction des investisseurs

Du point de vue des intérêts de votre entreprise, diriez-vous que la France est une localisation ... ?



Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants).

L'insatisfaction des investisseurs interrogés sur l'attractivité du site France renoue cette année avec son niveau record atteint en 2009 : ils sont 31% à se dire peu ou pas du tout satisfaits, témoignant d'une radicalisation de la posture des investisseurs étrangers vis-à-vis de la France.

Faut-il pour autant conclure que la France a perdu toute attractivité auprès de sa communauté d'investisseurs étrangers ? Le niveau de satisfaction (64%) demeure élevé, malgré un recul par rapport aux deux années précédentes (70% en 2011 et 2012). Il baisse moins chez les investisseurs implantés en France, qui sont 73% à se déclarer satisfaits (79% l'an passé). Le pays reste une destination majeure - en témoignent les 471 décisions d'investissement recensées - mais ce regain d'insatisfaction exprimée est le reflet d'une perte d'intérêt pour le site France en tant que localisation de leurs implantations.

Jusqu'ici relativement épargnés par la tentation du *French Bashing*, les grands investisseurs internationaux semblent désormais rejoindre le camp des « francosceptiques » et se mettre au diapason des dirigeants d'entreprises françaises, historiquement plus réservés sur l'attractivité de l'Hexagone.

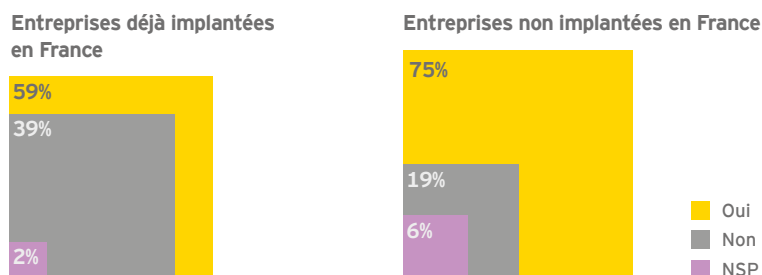
La baisse de confiance en l'avenir observée est davantage marquée parmi les entreprises déjà implantées en France : le baromètre 2013 révèle en effet que 34% de ces entreprises considèrent que l'intérêt présenté par la France pour l'implantation et le développement de leur entreprise va

se détériorer dans les cinq années à venir, contre seulement 9% des investisseurs non implantés. Il s'agit là d'une évolution significative, puisque les investisseurs déjà présents, et pourtant traditionnellement ambassadeurs de leur pays d'accueil, font preuve cette année d'un regard plus critique, voire plus pessimiste, sur l'attractivité du site France que ceux qui n'ont pas encore fait le choix de la France.

Ainsi, la bataille pour reconquérir l'attractivité française devrait d'abord se jouer *intra-muros*, puisque les entreprises non implantées témoignent d'une confiance plus solide - ou plus indulgente - dans l'avenir du site France. Elles se montrent, enfin, davantage convaincues par la politique d'attractivité mise en œuvre sur le territoire : 51% considèrent qu'elle est intéressante, contre seulement 23% des investisseurs déjà implantés. La clé consisterait donc à renforcer la confiance à l'intérieur, et notamment celle des leaders économiques ou d'opinion, créateurs, dirigeants et entrepreneurs, qui portent aussi l'image de la France auprès des investisseurs étrangers.

Confiance des investisseurs

Etes-vous confiant dans la capacité de la France à surmonter la crise actuelle ?



Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (149 répondants implantés en France et 63 répondants non implantés en France).

Point de vue



Faisons rimer compétitivité avec agilité

Bruno Luisetti

Président-directeur général de Mondelez France (ex Kraft Foods)

En France, on met toujours l'accent, et à juste titre, sur les coûts et les charges qui pèsent sur le travail. Mais la compétitivité se joue sur d'autres fronts. Pour être compétitive, une entreprise doit avant tout opérer dans un climat favorable, où elle ne risque pas de voir les règles du jeu changer en cours de route.

Rester compétitif dans l'agroalimentaire implique de savoir garder la maîtrise de ses marges. Or, dans ce secteur, nous avons du mal à répercuter la hausse des coûts des matières premières dans nos prix en raison de la complexité d'interprétation de la loi LME, qui régit les relations entre fournisseurs et distributeurs. C'est pour cette raison qu'un industriel se montrera réticent à l'idée d'investir en France s'il sait pertinemment qu'il ne sera pas libre de gérer sa marge, et donc de la réinvestir dans la production ou la R&D.

Si elle veut rester compétitive, une entreprise doit également pouvoir s'adapter en fonction de l'évolution du marché et des conditions de la concurrence. Or, en France encore aujourd'hui, la seule évocation de la flexibilité du travail fait toujours figure d'épouvantail, ce qui explique qu'on ait du

mal à ajuster l'outil de production lorsque cela s'avère pourtant nécessaire. Il faut également compter avec la définition de la « justification économique », ce qui allonge la durée des négociations. En réalité, c'est en voulant trop protéger les salariés qu'on les fragilise : à ne pas vouloir choisir la « méthode douce » qui consisterait à opter pour une organisation plus flexible, on leur fait courir le risque de voir leur situation dégénérer en catastrophe sociale.

Il peut donc s'avérer dangereux d'entraver l'agilité d'une entreprise en l'empêchant de se doter d'une organisation flexible. Il en va de sa survie. Il est évident que celle-ci devra en contrepartie répondre à de fortes exigences en termes de responsabilité sociale et sociétale, en investissant notamment sur l'employabilité de ses collaborateurs. La France accuse un retard sur le terrain de la formation, initiale ou continue, et plus particulièrement en matière de formation des salariés dont les qualifications ont une moindre valeur ajoutée. Or, c'est un ressort majeur et un axe structurant de la compétitivité et de l'attractivité de notre pays.

“Si elle veut rester compétitive, une entreprise doit pouvoir s'adapter en fonction de l'évolution du marché et des conditions de la concurrence.”

Un prix qui ne se justifie plus

Le coût du travail et la fiscalité restent, pour les investisseurs étrangers, les deux principaux facteurs de non-compétitivité française. Des handicaps majeurs, qui, associés à la perception d'une instabilité réglementaire chronique, concourent à créer un carcan qui ferait de l'emploi, plus encore qu'auparavant, la variable d'ajustement pour les investisseurs internationaux.

De toute évidence, le coût du travail en France reste élevé par rapport à celui observé chez ses principaux concurrents. Ainsi, la France se place au 5^{ème} rang derrière la Suède, le Danemark, la Belgique et le Luxembourg, avec un coût horaire moyen de la main-d'œuvre de 34,20€ en 2012⁸. Comme éléments de comparaison, on peut citer la moyenne de l'Union européenne (à 27), estimée à 23,40€, le coût horaire moyen allemand à 30,40€ ou encore celui du Royaume-Uni à 21,60€. La hausse du coût horaire moyen a été relativement similaire en France et en Allemagne entre 2008 et 2012, avec respectivement + 9,5% et + 9,1%.

A ce titre, la Commission européenne a alerté, en avril 2013, sur les déséquilibres macroéconomiques français et notamment sur la détérioration de la compétitivité-coûts de la France, en raison d'une progression des salaires plus rapide que la productivité¹⁰ :













8. Coûts de la main-d'œuvre dans l'UE27, Eurostat, avril 2013.

9. Coûts horaires de la main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie, hors agriculture et administration publique.

10. Report from the commission - Alert Mechanism Report 2013,

Mesures prioritaires pour renforcer l'attractivité

Quelles sont les trois mesures à prendre en priorité pour que la France soit un leader de l'attractivité au niveau mondial ?

Alléger le coût du travail	20%	
Alléger la fiscalité des entreprises	19%	
Assouplir l'environnement administratif et juridique des entreprises	13%	
Réduire la dette publique	10%	
Soutenir la recherche et l'innovation	8%	
Faciliter l'accès au financement des entreprises	6%	
Améliorer la qualité de ses produits et la valeur ajoutée de ses services	5%	
Soutenir la création d'entreprises	3%	
Soutenir les secteurs en difficulté	3%	
Promouvoir le « made in France »	3%	
Autre	6%	
NSP	3%	

Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants).

preuve qu'il s'agit là d'un enjeu majeur si notre pays veut renouer avec la croissance et assurer le maintien de sa compétitivité face à une concurrence toujours plus intense.

Si le prix de la France est perçu comme trop élevé par rapport à ses concurrents européens, les atouts de compétitivité « hors coûts » de la France peuvent en revanche soutenir son attractivité. Au-delà de la seule question de la marque France, c'est celle de l'imaginaire construit autour de la destination qui se pose, là où nos voisins allemands ou britanniques ont su

proposer un « produit » plus différenciant et plus attractif. Il faut donc s'appuyer non seulement sur les éléments tangibles qui font la qualité du site France, mais aussi sur les aspects plus intangibles, mais pourtant déterminants, de son attractivité. Et les renforcer.

Pour l'heure, seuls 32% des investisseurs étrangers interrogés considèrent que la France met en œuvre une politique d'attractivité *business friendly*, favorable aux investisseurs étrangers. A titre de comparaison, ils sont 64% à accorder ce mérite à l'Allemagne.

Commission européenne, avril 2013.

Point de vue



Les entreprises ont davantage besoin d'air que d'aides

Olivier Campenon

Vice-président BT Global Services, en charge du développement et de la croissance

Lorsque je dois convaincre mon *board* des atouts du site France au sujet d'un investissement, je suis confronté à deux handicaps. Le premier a trait à l'instabilité de l'écosystème français, qui subit trop de changements, trop souvent. Cette instabilité introduit une incertitude dommageable à l'image de la France à l'étranger. Le second tient au poids jugé trop lourd de sa fiscalité. Si certaines aides, comme le Crédit d'Impôt Recherche, sont très appréciées, il serait beaucoup plus efficace pour les entreprises d'abaisser leur niveau d'imposition et de taxation avant de leur accorder ce type d'aides. La complexité du système fiscal français est telle que les entreprises sont contraintes d'y consacrer beaucoup de temps. Une contrainte qui, lorsqu'on travaille au sein d'un groupe international, peut se mesurer à l'aune des pays où les choses se passent plus simplement et beaucoup plus vite. C'est un frein énorme à la compétitivité.

Notre pays dispose pourtant des atouts nécessaires pour se défendre dans la compétition internationale. Ces atouts, je les vois chaque jour dans l'univers des services télécoms aux entreprises, où nous

disposons d'un savoir-faire, d'un vivier d'ingénieurs de haut niveau et d'un marché extrêmement dynamique, où les clients font preuve d'une grande ouverture à la nouveauté et d'une véritable appétence aux nouvelles technologies. C'est un atout précieux, qui nous oblige à garder toujours une longueur d'avance et nous donne confiance dans la prise de risque, sachant qu'une décision d'investissement dans l'Hexagone pourra susciter une réponse positive du marché.

Outre la simplification de l'écosystème vers davantage de stabilité et un allègement du poids de la fiscalité, une autre priorité me tient à cœur : celle de l'éducation des nouvelles générations, qui portent en elles les germes du changement. Nous avons la responsabilité collective de les impliquer et de leur ouvrir le plus tôt possible les portes de nos entreprises : c'est parce que la France leur fera confiance qu'elles lui accorderont leur confiance en retour. C'est cette confiance partagée et retrouvée qui, en dépit du contexte difficile que nous traversons, conditionnera la réussite de notre pays.

“Notre pays dispose des atouts nécessaires pour se défendre dans la compétition internationale.”

Point de vue



La flexibilité sociale doit être le fruit d'un dialogue constructif

Pascal Sabrié
Président de Heineken France

Au sein du groupe Heineken, le regard porté sur l'Hexagone est partagé. Le « top management » reconnaît volontiers que, bien que la France ne soit pas réputée pour sa culture de la bière, les produits qui sortent des trois brasseries françaises sont de grande qualité, grâce au savoir-faire de nos collaborateurs. Par ailleurs, la situation géographique de la France en Europe constitue un atout essentiel.

Toutefois, comme de nombreux investisseurs étrangers, nos dirigeants sont désorientés face à l'absence de flexibilité et à la complexité administrative et fiscale qui touchent le marché français. En France, on ne résiste pas toujours à la tentation de légiférer, ce qui nous expose à un risque juridique permanent car nous ne sommes jamais à l'abri d'une mesure rétroactive. Or, sur ce terrain, l'actualité

récente n'est guère encourageante pour notre secteur : l'augmentation des droits d'accise a provoqué une hausse de 15% des prix de vente au consommateur en grandes surfaces et nous avons parfois le sentiment que la valeur créée localement n'est pas suffisamment reconnue.

Je vois deux priorités pour améliorer l'environnement des entreprises. Il faut davantage de stabilité financière, juridique et fiscale. Mais aussi plus de flexibilité au niveau du travail et, dans ce domaine, le gouvernement a un rôle important à jouer. Si nos dirigeants font preuve de réalisme et continuent à encourager un dialogue social constructif, à l'instar de l'accord interprofessionnel signé le 11 janvier dernier, alors l'attractivité de la France connaîtra des jours meilleurs.

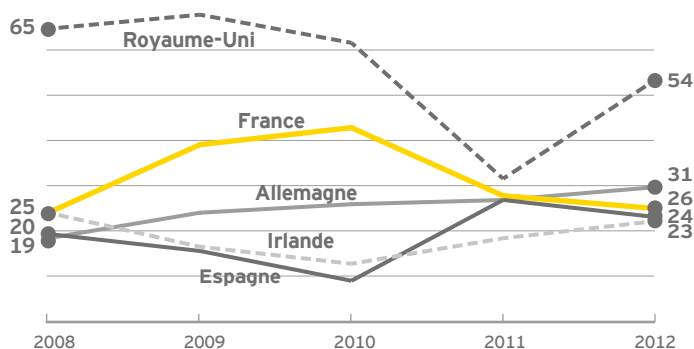
“Si nos dirigeants font preuve de réalisme et continuent à encourager un dialogue social constructif, l'attractivité de la France connaîtra des jours meilleurs.”

R&D malmenée : aller au-delà du Crédit d'Impôt Recherche

71 pôles de compétitivité, 43,4 milliards d'euros investis dans la R&D¹¹, 16 632 dépôts de brevets¹²... pour seulement 26 projets de R&D implantés en France en 2012.

Evolution top 5 des destinations pour la R&D

(2008-2012)



Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

La bataille pour les investissements à fort contenu innovant reste intense. Les activités de R&D, très dépendantes du dynamisme industriel, sont en léger recul (de 29 implantations en 2011 à 26 en 2012), alors qu'elles sont en progression au Royaume-Uni (de 33 projets en 2011 à 54 en 2012) et en Allemagne (de 28 projets en 2011 à 31 en 2012). Le Royaume-Uni préserve son leadership et l'Allemagne déloge la France de la 2^{ème} place du podium. L'Hexagone perd également du terrain en nombre d'emplois créés par les implantations étrangères de R&D et glisse de la 5^{ème} à la 9^{ème} place en Europe.

La France se maintient, comme l'an passé, à la 11^{ème} place du classement *Innovation Union Scoreboard 2013*, avec un score tout juste supérieur à la moyenne européenne¹³. Elle se positionne ainsi dans la même catégorie que le Royaume-Uni, celle des *Innovation followers*, tandis que l'Allemagne conforte sa place parmi les *Innovation leaders* aux côtés de la Suède, du Danemark et de la Finlande.

L'attractivité pour les centres de R&D français n'est toutefois pas remise en cause : interrogés sur le type d'activité pour lequel la France est une localisation particulièrement attractive, les investisseurs citent en premier lieu les services support (32%), puis les centres de R&D (23%). Cette attractivité est soutenue par le succès du Crédit d'Impôt Recherche et l'armature des Pôles de Compétitivité, désormais complétés par le Crédit d'Impôt Innovation.

Si ces dispositifs ont suscité un réel effet d'entraînement, ils montrent aujourd'hui leurs limites dès lors qu'il s'agit de soutenir l'attractivité

française en matière d'innovation. L'étude publiée par Ernst & Young et le Centre for European Policy Studies (CEPS), réalisée auprès de 680 dirigeants de quinze pays¹⁴, démontre que, si les chefs d'entreprise français considèrent que celle-ci constitue une condition essentielle à la montée en gamme des produits et à leur déploiement à l'international, ils ne sont que 21% à considérer que leur pays « a la meilleure politique d'innovation et le meilleur climat instauré pour encourager les initiatives ».

Pour autant, ils ne sont que 53% en France à être favorables à des mesures fiscales plus incitatives en matière d'innovation (contre 86% pour la moyenne européenne).

Si la France est largement reconnue pour sa capacité d'innovation, il semblerait qu'elle peine à transformer l'essai et à accompagner ses start-up et PME pour valoriser cet atout dans le monde économique et, notamment, sur le marché mondial. Pourtant, l'innovation « à la française » rayonne déjà à l'international grâce à ses fleurons industriels, en témoigne le classement Forbes 2012 des 100 entreprises les plus innovantes, où la France, avec 9 entreprises distinguées, figure au 2^{ème} rang mondial.

Certains territoires démontrent toutefois une forte attractivité en matière de R&D : l'Ile-de-France (4 projets de R&D), les régions Midi-Pyrénées (5 projets de R&D dans l'agglomération de Toulouse), PACA (4 projets à Sophia-Antipolis) confirment un effet « cluster » et assurent le maintien de la compétitivité de la France sur ces activités innovantes. Ainsi, GE a choisi de renforcer son site Healthcare de Buc, tandis que Samsung a annoncé une implantation à Sophia-Antipolis pour un centre de recherche visant à développer les technologies de localisation mobile.

Top 5 des destinations européennes R&D en nombre de projets

Rang	Destination	Nombre de projets		Emplois créés	
		2011	2012	2011	2012
1	Royaume-Uni	33	54	2 014	1 790
2	Allemagne	28	31	801	617
3	France	29	26	783	302
4	Espagne	28	24	1 857	751
5	Irlande	19	23	1 246	1 094
	Autres	97	78	3 694	3 071
	Total	234	236	10 395	7 625

Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

11. INSEE, dépense intérieure de R&D, chiffre 2010.

12. INPI, données 2012, février 2013.

13. Innovation Union Scoreboard 2013, Commission européenne, 2013.

14. Moving Europe forward, innovating for a prosperous future, Ernst & Young, CEPS, 2013.

Point de vue



Nous avons besoin d'un capital-risque plus audacieux et d'un *Small Business Act*

Bertin Nahum
Président de Medtech

En matière de soutien et d'accompagnement des jeunes pousses, nous avons la chance de bénéficier d'un environnement très favorable. Lauréat du Concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes organisé chaque année par le ministère de la Recherche et Oséo, j'ai eu la chance d'en bénéficier dès le départ puisque la subvention réservée au gagnant m'a permis de créer Medtech tandis qu'Oséo nous accompagnait ensuite aux différentes étapes du développement. Notre pays s'est également doté d'outils efficaces pour favoriser l'innovation, à commencer par le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) que de nombreux pays nous envient. *Last but not least*, grâce à notre système éducatif, nous pouvons aussi puiser dans un vivier de matière grise de grande qualité, et c'est là un atout majeur. Je connais d'ailleurs de nombreuses entreprises étrangères qui font le pari d'implanter leurs divisions R&D en France afin de pouvoir bénéficier de cet écosystème.

Toutefois, nous avons encore des progrès à faire pour l'améliorer. La première urgence porte sur le financement du haut de bilan. Le capital-risque n'est pas suffisamment développé en France. Lorsque Medtech se retrouve face à une société américaine qui a pu lever 100 millions de dollars pour le moindre projet, c'est-à-dire à peu près dix fois plus que ce que nous pouvons espérer, la bataille n'est pas tout à fait égale. Il y a en France un problème culturel. Le capital-risque français est trop frileux. Ensuite, nous avons besoin d'un *Small Business Act* à la française. Pour se développer, une entreprise doit pouvoir s'appuyer sur un marché intérieur dynamique. Avec un marché français petit et peu captif, nous sommes contraints de partir trop vite chercher des relais de croissance à l'international, ce qui est à la fois coûteux et risqué. Les entreprises françaises doivent avoir les moyens de faire jeu égal avec leurs concurrentes américaines ou allemandes qui bâtissent de solides PME et ETI adossées sur leur marché intérieur.

“Les entreprises françaises doivent avoir les moyens de faire jeu égal avec leurs concurrentes américaines ou allemandes.”

Vision sectorielle Ernst & Young

**Virginie
Lefebvre-
Dutilleul**

Associée en charge du
secteur des Sciences du
Vivant, Ernst & Young
Société d'Avocats

La révolution du secteur des Sciences du Vivant doit s'inscrire au cœur d'un dialogue entre acteurs publics et privés

En 2012, après deux années de croissance atone, le secteur de l'industrie pharmaceutique est entré, pour la première fois de son histoire en France, dans une ère de décroissance. Marquée par une baisse des volumes et des prix, cette phase intervient dans un contexte où les acteurs du secteur des Sciences du Vivant des pays matures doivent réinventer leurs modèles économiques pour faire face au défi de la soutenabilité des systèmes de santé. A cet enjeu, crucial, s'ajoute, en France, un brouillard réglementaire qui contraint les entreprises à naviguer au gré des aléas du budget annuel de la sécurité sociale et des multiples réformes frappant régulièrement le secteur.

Or, dans une industrie dont la compétitivité est conditionnée par la capacité d'investissement à moyen et long termes, les acteurs du secteur des sciences du vivant ont besoin d'un écosystème réglementaire prévisible. Un écosystème que seul un dialogue collaboratif entre acteurs publics et privés peut façonner, à l'instar de certains de nos voisins européens. Dialogue dans la concertation en amont de la rédaction des textes, mais aussi dialogue dans le renforcement des partenariats public-privé, avec la mise en œuvre d'expériences pilotes à l'échelle

régionale en vue d'une meilleure coordination du parcours de soins. Dialogue, enfin, pour réinventer l'attractivité d'un secteur qui fait face à la migration de ses capacités d'investissement dans les économies émergentes à croissance rapide.

Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication sont l'une des clés de cette nouvelle ère : à travers elles se dessine un nouveau rôle pour les industriels des Sciences du Vivant. Un rôle, tout d'abord, en tant qu'acteurs à part entière dans la coordination d'un parcours de soin recentré sur le patient, entraînant la création de nouvelles filières d'excellence, sources de croissance pour l'avenir (par exemple, dans les domaines du monitoring à distance). Mais un rôle, aussi, dans la révolution du système, en accompagnant la transition d'un régime de financement axé sur le traitement des maladies vers un modèle rémunérant la prévention. Un chantier prioritaire que la France doit engager si elle souhaite conserver son attractivité dans l'industrie des Sciences du Vivant, d'autant que les investisseurs étrangers interrogés cette année l'identifient comme l'un des cinq secteurs moteurs de l'attractivité du site France pour les deux prochaines années.



Actions

p.34 La révolution des services,
l'industrie 3.0

p.38 Révolutions locales pour
attractivité nationale

p.40 La révolution par
la différenciation

p.42 Entrepreneurs
révolutionnaires



Révolutions françaises

Malgré de nombreux signaux d'alerte - la décennie a vu proliférer nombre de diagnostics et rapports tous plus pertinents les uns que les autres, unanimement salués, mais trop vite oubliés - la France s'installe dans l'immobilisme.

Elle donne souvent le sentiment de rejeter la mondialisation, coupable désignée de tous ses maux, tout en appelant de ses vœux le retour de la croissance. Entendra-t-elle le message que lui adressent les investisseurs étrangers en 2013 ?

Il est indéniable que pour retrouver son attractivité « extra-muros », la France devra regagner sa compétitivité *intra muros*. Une reconquête qui ne se fera qu'au prix de révolutions : révolution sur le front de la dette, des équilibres budgétaires, de la confiance.

Mais surtout, révolution des services comme levier de sa ré-industrialisation. Révolution au sein de ses territoires au moment où nos régions se lancent avec succès dans la bataille de l'attractivité. Révolution pour nos talents, actuels et futurs, afin de leur redonner la fierté de choisir la France. Une révolution, enfin, qui devra être portée par les entrepreneurs et ceux qui innovent : ils sont les champions et les ambassadeurs de notre attractivité future. Ils sont ceux qui nous donneront à voir la France en grand.

“Quand je considère cette nation en elle-même, je la trouve plus extraordinaire qu'aucun des événements de son histoire. En a-t-il jamais paru sur la terre une seule qui fut si remplie de contrastes et si extrême dans chacun de ses actes, plus conduite par des sensations, moins par des principes ; faisant toujours plus mal ou mieux qu'on ne s'y attendait, tantôt au-dessous du niveau commun de l'humanité, tantôt fort au-dessus ; un peuple tellement inaltérable dans ses principaux instincts qu'on le reconnaît encore dans des portraits qui ont été faits de lui il y a deux ou trois mille ans, et en même temps tellement mobile dans ses pensées journalières et dans ses goûts qu'il finit par se devenir un spectacle inattendu à lui-même, et demeure souvent aussi surpris que les étrangers à la vue de ce qu'il vient de faire ; le plus casanier et le plus routinier de tous quand on l'abandonne à lui-même, et lorsqu'une fois qu'on l'a arraché malgré lui à son logis et à ses habitudes, prêt à pousser jusqu'au bout du monde et à tout oser.”

Alexis de Tocqueville,

extrait de *L'Ancien Régime et la Révolution*, 1856.

La révolution des services, l'industrie 3.0

La France maintient son attractivité dans les activités tertiaires, notamment dans les services externalisés (83 projets et 1 211 emplois en 2012 dans l'informatique, le conseil ou la logistique), qui forment le premier moteur de l'attractivité française.

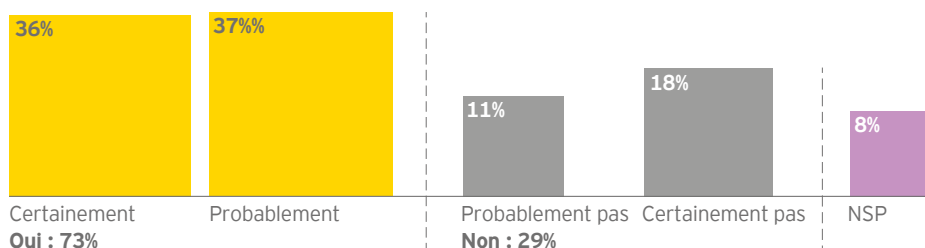
Dans le secteur des logiciels, la France marque le pas avec seulement 55 projets (contre 61 en 2011) ; elle regagne toutefois la 2^{ème} place européenne, mais reste loin derrière le Royaume-Uni qui totalise 120 projets d'implantation internationale, pour plus de 2 000 emplois.

Avec 60 projets dans les services, l'Ile-de-France accède au second rang européen mais loin derrière Londres, qui compte exactement deux fois plus de projets. Avec trois implantations en Nord-Pas-de-Calais, en région Centre et en Bourgogne, le groupe américain Amazon porte le secteur des services sur les activités logistiques avec 3 150 créations d'emplois annoncées.

Grâce à ses atouts, la France confirme sa position de leader sur les centres de décision et la logistique.

Au premier rang européen en matière d'activités de logistique, avec 41 projets (contre 32 en 2011), l'Hexagone attire également les centres de décision, avec 23 projets et près de 500 emplois en 2012 (16 en 2011). Ainsi, la société gum, spécialiste des jeux sociaux sur mobile au Japon, a choisi Paris pour y implanter son siège social, qui devrait employer une centaine de personnes. Enfin, la France est particulièrement appréciée par les entreprises américaines et allemandes comme centre de gravité logistique, avec respectivement 18 et 10 projets d'implantation d'activités logistiques en provenance de ces pays.

Dans 10 ans, continuerez-vous de produire en France ?



Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants).

Top 15

Nombre de projets et d'emplois créés par secteur d'activité en France en 2012

Rang	Destination	Nombre de projets		Evolution 2011-2012	Création d'emplois	
		2011	2012		2011	2012
1	Services aux entreprises	84	83	-1,2%	1 112	1 233
2	Logiciels	61	55	-9,8%	869	263
3	Equipements industriels	48	40	-16,7%	2 069	971
4	Autres services de transport	27	39	44,4%	340	471
5	Chimie	25	29	16,0%	237	247
6	Agro-alimentaire	30	27	-10,0%	995	551
7	Plasturgie	11	20	81,8%	235	321
8	Electronique	16	17	6,3%	22	196
9	Electricité	23	16	-30,4%	505	170
10	Autres équipements de transport	9	16	77,8%	1 634	322
11	Automobile	27	12	-55,6%	1 018	350
12	Instruments médicaux	15	12	-20,0%	162	77
13	Industrie pharmaceutique	13	8	-38,5%	246	168
14	Métallurgie	21	8	-61,9%	638	112
15	Intermédiation financière	7	8	14,3%	2	277
	Autres	123	81	-34,1%	3 080	4 813
	Total	540	471	-12,8%	13 164	10 542

Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

Vision sectorielle Ernst & Young

Bruno Perrin

Associé en charge du
secteur des Telecom
Media Technologies,
Ernst & Young
et Associés

Le *big data* bang, c'est aussi une opportunité économique pour la « vieille Europe »

La croissance d'Internet, la multiplication des capteurs ainsi que la généralisation des usages des réseaux sociaux et des applications mobiles produisent un volume gigantesque et exponentiel de données, connu sous le nom de « big data ». Il représente une formidable matière première pour qui saura en extraire la substantifique moelle ; avec à la clé des opportunités de création de valeur qui ne se limitent pas à l'industrie des Telecom Media Technologies (TMT), mais pourront irriguer l'ensemble des secteurs d'activités de l'économie réelle : santé, énergie et utilities, services, grande distribution, et même secteur public. Au-delà des gains d'efficacité espérés, ainsi que d'une meilleure connaissance du comportement des usagers et donc d'une plus grande capacité d'anticipation de leurs attentes, le traitement de cette masse de données est l'occasion pour ces secteurs de révolutionner leurs modèles économiques. Moduler l'offre selon le comportement du client, ou encore, pour le domaine de la santé, l'occasion de passer d'un système aujourd'hui centré sur le traitement à un modèle davantage orienté sur la prévention.

La France est dotée d'avantages compétitifs et attractifs pour faire parler le *big data* et favoriser l'émergence de nouvelles filières qui se posent en levier de création de valeur transverse aux autres

secteurs d'activités. Un écosystème d'entreprises numériques innovantes et en croissance tout d'abord, qui font de l'industrie du numérique le 3^{ème} moteur de l'attractivité de la France identifié par les investisseurs étrangers cette année. Un socle de formation d'excellence ensuite, produisant des ingénieurs, mathématiciens et techniciens de haut niveau, qui seront à même de s'imposer dans ces nouveaux métiers de *data scientist*, consistant à extraire, filtrer et analyser cette matière première brute. Une position idéale au cœur du bassin européen enfin, qui, compte-tenu de son histoire et de sa culture, représente aujourd'hui une « mine d'or » homogène de données agrégées et donc plus facilement exploitable pour les entreprises. Deux conditions pour que les pays européens s'attachent à agir de concert et cessent de se livrer une concurrence parfois nuisible, et qu'ils mettent en œuvre les garde-fous aux possibles dérives de l'exploitation du *big data* en matière de respect de la vie privée des usagers. A ce stade nous pouvons déjà nous féliciter de voir aujourd'hui se dessiner une réglementation européenne dans l'économie numérique, qui pourrait prétendre à s'imposer comme le standard mondial, donnant par là un avantage compétitif à qui saura l'exploiter.

Nombre de projets et d'emplois créés en France par type d'activité

Rang	Répartition des implantations internationales par activité	Projets 2012	Emplois 2012	Rang européen (projets)	Pays leader
1	Marketing et ventes	229	1 860	3	Allemagne
2	Activités de production	127	3 605	1	France
3	Activités de logistique	41	3 463	1	France
4	Recherche & Développement	26	302	3	Royaume-Uni
5	Centres de décision	23	491	3	Royaume-Uni
6	Centres d'appels	19	818	3	Royaume-Uni
7	Education et formation	6	3	2	Royaume-Uni
	Total	471	10 542	3	Royaume-Uni

Source : *European Investment Monitor*, Ernst & Young, 2013.

Vision sectorielle Ernst & Young

Eric Duvaud

Associé en charge
du secteur Cleantech
& Sustainability,
Ernst & Young
et Associés

Orienter dès aujourd'hui les investissements dans l'économie verte pour créer la valeur de demain

Si en matière d'énergies renouvelables et de « green tech », la France dispose d'un écosystème de recherche d'une grande qualité et prolifique en brevets, l'un des principaux freins à sa compétitivité sur la scène mondiale réside dans l'insuffisance de son maillage de PME et d'ETI. Raison pour laquelle les innovations - quand elles ne sont pas absorbées par les grands groupes - peinent souvent à dépasser le stade de la recherche, faute de pouvoir être défendues par des entreprises de moyenne ou de taille intermédiaire. C'est une des raisons pour lesquelles la France accuse un net retard dans le solaire et l'éolien, par rapport à ses voisins allemands, qui peuvent s'appuyer sur un tissu d'entreprises de tailles moyenne et intermédiaire, capables d'innover et de prendre des risques sur de nouvelles technologies.

Dans ce contexte, quelles priorités donner aujourd'hui aux investissements dans le secteur de l'économie verte ? En matière d'énergie, la rénovation, la prolongation et la sécurisation du parc nucléaire existant vont nécessiter de lourds investissements. Or, à court terme, orienter l'investissement en priorité vers les énergies renouvelables les plus porteuses, en particulier le solaire ou un secteur niche - mais très prometteur - comme les énergies marines, permettrait de mieux maîtriser les prix de l'énergie et de faire émerger une filière d'excellence. Pour attirer les investissements, la France doit clarifier la lisibilité de sa réglementation environnementale à long

terme, car si le prix de l'énergie est aujourd'hui compétitif en France, qu'en sera-t-il demain si on réduit la part du nucléaire dans le mix énergétique ? Ainsi, la transition vers un nouveau mix énergétique devra reposer sur un équilibre subtil entre les investissements destinés au nucléaire et ceux orientés vers les énergies renouvelables, afin de maîtriser l'éventuel impact haussier sur les tarifs énergétiques.

C'est dans le domaine de l'éco-conception et de l'économie circulaire que la France est la plus en pointe, grâce notamment à des incitations telles que l'expérimentation de l'affichage environnemental sur les produits de consommation courante, ou les obligations de reporting environnemental. Au-delà des coûts et des investissements induits pour les entreprises, la dynamique vertueuse de telles mesures n'est plus à démontrer : incitant les entreprises à améliorer leurs performances environnementales, elles leur permettent d'optimiser leur efficacité sur toute la chaîne de valeur, mais surtout de garder une longueur d'avance en innovant pour concevoir des nouveaux produits verts. Des produits qui sont moins sensibles au prix des matières premières et de l'énergie et auront également un impact économique et environnemental moindre en fin de vie. Le recyclage, la biomasse ou encore la chimie verte, sont autant de filières prometteuses portées aujourd'hui par des champions français qui renforcent l'attractivité du site France à l'international.



Point de vue



Le marché français, un vivier de talents de grande qualité

Kumar Narayanan
Directeur général de TCS France

Lorsque l'état-major de TCS a réfléchi à un investissement en Europe, il avait en tête deux destinations privilégiées : la France et l'Allemagne, deux marchés attractifs non seulement en termes de PIB mais aussi de potentiel de développement de l'externalisation IT. Le marché français recèle par ailleurs un réservoir de talents de grande qualité, ce qui est essentiel à nos yeux, notamment pour développer un « front office » solide, susceptible de générer de la croissance organique. Notre crédibilité ainsi conquise grâce à la qualité de notre « front office », nous pouvions passer à l'étape supérieure avec des acquisitions ciblées comme nous venons de le faire avec le rachat d'Alti, un spécialiste SAP, testing, BI. Depuis trois ans, nous avons créé quelque 150 postes en France et les personnes recrutées sont toutes dotées d'une formation de qualité et d'une bonne expérience du marché. Nous venons de décider de recruter des spécialistes de la mobilité et du *big data* et avons noué un partenariat mondial avec une PME française dont les solutions sont particulièrement innovantes. Ce vivier fait de la France une excellente terre d'accueil pour les activités de R&D et nous souhaitons continuer d'investir.

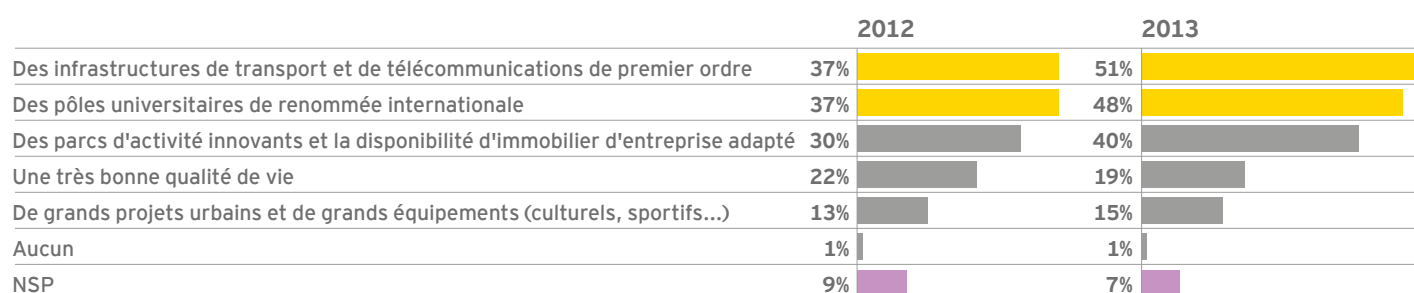
Bien sûr, il faut surmonter les barrières naturelles de la langue ou de la culture, mais il n'y a pas en France de barrières artificielles : il est possible de créer aisément une entreprise, de développer son activité et de faire venir des collaborateurs indiens. En outre, la France est le lieu rêvé pour implanter une direction générale pour l'Europe ou pour les pays francophones. Par ailleurs, la politique fiscale et sociale locale ne pèse pas sur notre activité. Notre stratégie s'inscrit dans le long terme et à long terme la convergence est réciproque : TCS s'adapte aux besoins du marché français tandis que les entreprises françaises deviennent de plus en plus globales. En outre, nous sommes soutenus par les agences gouvernementales soucieuses de faciliter notre développement. C'est pourquoi je pense que nous sommes l'avant-garde d'un mouvement d'investissements indiens en France. Si j'avais un souhait à formuler, ce serait que les entreprises françaises prennent leurs décisions un peu plus rapidement !

“La France est le lieu rêvé pour implanter une direction générale pour l'Europe ou pour les pays francophones.”

Révolutions locales pour attractivité nationale

Leviers de compétitivité des métropoles françaises

Sur quels leviers les métropoles françaises doivent-elles s'appuyer pour développer leur compétitivité au niveau européen ?



Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants)

Avec 37% des projets d'implantation étrangère sur le sol français, l'Ile-de-France continue de dominer très largement le paysage hexagonal.

L'Ile-de-France est, derrière le Grand Londres, la 2^{ème} région européenne en nombre d'IDE. Paris est d'ailleurs considérée par 34% des répondants du *Baromètre Ernst & Young de l'attractivité de l'Europe 2013* comme la ville la plus attractive du continent, derrière Londres certes (49%), mais nettement devant Berlin (20%). Pour autant, la région enregistre un recul du nombre d'implantations (de 204 en 2011 à 174 en 2012), pénalisée

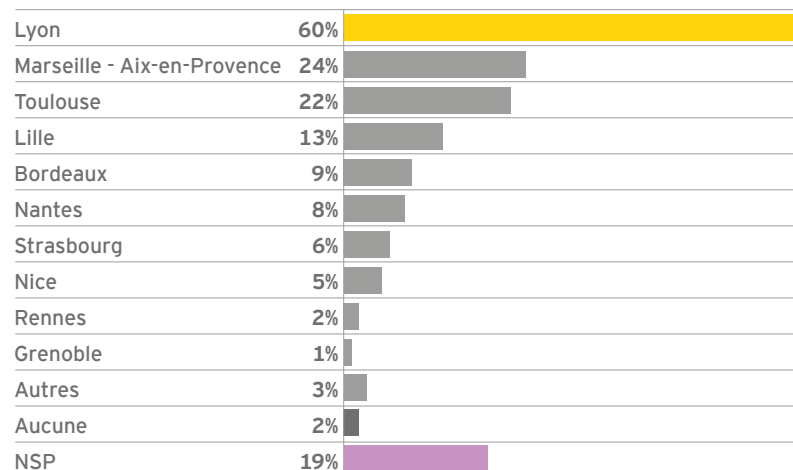
par les difficultés rencontrées par le secteur automobile, historiquement présent, et par les services financiers (banque, assurance).

Certains territoires régionaux tirent leur épingle du jeu dans un contexte national et international difficile.

Rhône-Alpes, Aquitaine, Nord-Pas-de-Calais, Midi-Pyrénées ou Pays-de-la-Loire font preuve d'un dynamisme qui ne peut néanmoins masquer le recul d'autres régions, plus durement touchées par la crise (Lorraine, Picardie, Centre ou Champagne-Ardenne, notamment).

Certaines de ces régions n'ont pas attendu la mobilisation nationale pour proposer des solutions efficaces de promotion et de prospection économiques, preuves d'une prise de conscience locale que la compétition ne se joue plus seulement à l'échelle nationale mais également au niveau des territoires. Leurs stratégies prennent appui sur les leviers de compétitivité cités par les investisseurs internationaux : des infrastructures de transport et de télécommunications de premier ordre (51%), des pôles universitaires de renommée internationale (48%), des parcs d'activité innovants et une disponibilité immobilière adaptée (40%)... Autant de facteurs qui se révèlent encore plus déterminants cette année.

Villes challengers de Paris



Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants)

Dans les grandes agglomérations se développent des quartiers connectés et des pôles de recherche performants et sectorisés, soutenus par des politiques d'attractivité locales actives.

En témoignent, par exemple, les performances de l'agglomération lyonnaise qui a annoncé pour l'année 2012 les meilleurs résultats de son histoire, avec 71 projets créateurs de 1 800 emplois directs et probablement plus de 4 000 emplois

Point de vue

Classement des régions européennes

Rang	Région	Nombre de projets
1	Greater London (London)	313
2	Ile-de-France (Paris)	174
3	Cataluna (Barcelona)	116
4	Madrid (Madrid)	93
5	Dusseldorf (Dusseldorf)	84
6	Stuttgart	81
7	Dublin (Dublin)	72
8	Freiburg	71
9	Rhône-Alpes (Lyon)	70
10	Noord-Holland (Amsterdam)	68
28	Aquitaine	27
31	Pays de la Loire	25
32	Alsace	24
	Autres	2 655

Source : European Investment Monitor, Ernst & Young, 2013.

en comptant les emplois indirects¹⁵. Des résultats qui lui ont permis de conforter son statut de « premier challenger de Paris » pour 60% des investisseurs étrangers interrogés. Une tendance qui semble se confirmer sur le terrain : en 2012, la Région Rhône-Alpes a attiré 8 centres de décision, contre seulement 2 en 2011. Les chefs d'entreprise expriment d'ailleurs une grande confiance dans la capacité de gestion des échelons locaux pour les mesures d'aide à l'innovation : 47% des dirigeants interrogés dans le cadre de l'étude *Moving Europe Forward, Innovating for a Prosperous Future* estiment en effet que les mesures sont plus efficaces quand elles sont gérées au niveau local (régions, départements) qu'au niveau national, contre 22% pour la moyenne européenne¹⁶.



Parier sur les technologies d'avenir

Alain Rousset

Président du Conseil régional d'Aquitaine

En Aquitaine comme ailleurs, la meilleure manière d'attirer les investisseurs étrangers, c'est de développer notre industrie, de mettre en valeur nos technologies, à travers des priorités stratégiques centrées sur les activités du futur. Trop occupée à se battre sur des secteurs en déclin, la France risque de prendre du retard sur les technologies d'avenir. La réussite d'un développement régional autour de ces filières d'excellence passe d'abord par l'éducation, et en particulier l'université. Notre région consacre 10% de son budget, soit 110 à 130 millions d'euros, à l'enseignement supérieur et à la recherche afin de donner aux universités d'Aquitaine un rayonnement et un niveau internationaux.

“Le succès des filières d'excellence repose sur les synergies étroites et complémentaires développées au sein du triptyque formation-recherche-industrie.”

Nous avons notamment créé un Institut Européen de Chimie et de Biologie, un laboratoire sur la chimie organique, un autre sur l'environnement. Nous avons aussi inauguré récemment une grande école d'ingénieurs à l'Institut Supérieur d'Optique. La recherche se veut ouverte sur le monde et une dizaine de chaires d'excellence y accueillent des scientifiques de renommée internationale en tant qu'enseignants ou chercheurs. En s'implantant en France, c'est avant tout un niveau d'excellence et des savoir-faire locaux que les entreprises étrangères viennent chercher. Or aujourd'hui, elles s'inquiètent de constater que, progressivement, cet atout est en train de disparaître.

Enfin, le succès de ces filières d'excellence repose sur les synergies étroites et complémentaires développées au sein du triptyque formation-recherche-industrie. C'est dans cette optique que des pôles de compétitivité, intégrant des établissements de formation, des laboratoires de recherche et des entreprises, ont vu le jour pour encourager les projets collaboratifs et innovants. Dans la région, ces pôles concentrent des expertises à haute valeur ajoutée aussi bien dans des technologies de pointe comme le laser (Route des Lasers), l'aéronautique, l'espace et les systèmes embarqués (Aerospace Valley), les composites (Aquitaine Composite), la biotechnologie et la santé, que des secteurs plus traditionnels, tels le bois et la forêt, la vigne et le vin ou encore l'agroalimentaire. Dans cette région dotée d'atouts incontestables (énergies renouvelables, vigne et vin, sports de glisse, drones, etc), une vingtaine de clusters ont ou devraient voir le jour, avec un objectif clair : favoriser les synergies pour explorer de nouveaux domaines, développer de nouvelles compétences et jouer la diversification pour attirer les investissements.

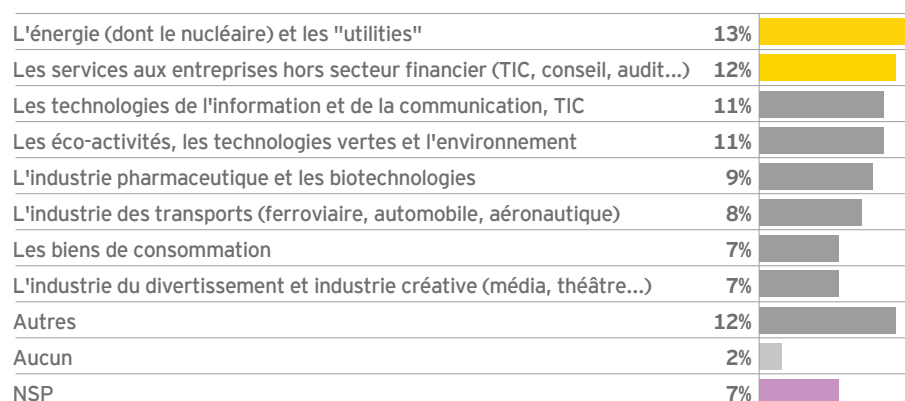
15. Rapport d'activité 2012, ADERLY.

16. *Moving Europe forward, Innovating for a prosperous future*, Ernst & Young, CEPS, avril 2013.

La révolution par la différenciation

Les 8 secteurs moteurs de l'attractivité

Selon vous, quel sera le secteur moteur de l'attractivité française en 2013/2014 ?



Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants).

Les résultats du baromètre 2013 de l'attractivité du site France confirment l'idée que le pays dispose d'arguments de taille pour jouer dans une compétition mondiale.

Sa localisation géographique (1^{er} atout cité), sa qualité de vie (3^{ème}), ses infrastructures

(4^{ème}) sont autant d'atouts mis en avant par les investisseurs étrangers comme de solides avantages comparatifs par rapport à ses voisins et concurrents. Ils saluent également le niveau de qualification de la main-d'œuvre française (2^{ème}) et mettent en valeur les compétences managériales, la créativité et le haut niveau d'éducation des

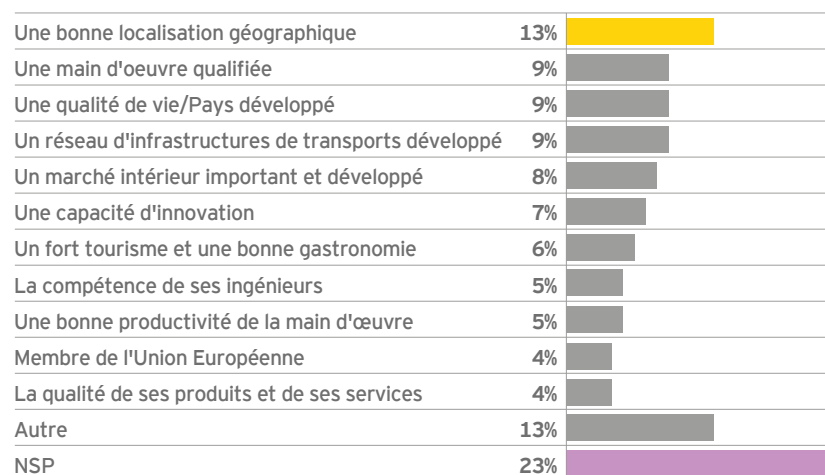
talents français. Ils insistent enfin sur les fortes spécificités sectorielles à haute valeur ajoutée, piliers, selon eux, de l'attractivité française dans les années à venir.

Car c'est dans sa capacité à faire éclore des moteurs et des acteurs mondiaux dans des secteurs qui feront la différence à horizon 2015, 2020, voire 2030, que la France puisera la dynamique du redressement de sa croissance et de sa compétitivité. Ces leaders de demain sont nos PME et ETI, qui pourront aborder le terrain de jeu mondial si elles bénéficient d'un effet d'entraînement, encouragées par des rapprochements avec nos grands fleurons industriels.

A ce jour, on observe, il est vrai, un affaiblissement des grands champions français sur la scène internationale : si 40 groupes français se plaçaient dans le palmarès du Fortune 500 en 2009, ils sont 32 en 2012. Toutefois, la France reste le premier pays européen du classement - à égalité, en 2012, avec l'Allemagne. Les secteurs perçus comme moteurs par les investisseurs interrogés sont, à ce titre, révélateurs : l'énergie, secteur dans lequel la France compte trois leaders mondiaux,

Les atouts de la France sur la scène mondiale

Qu'est-ce que la France a de plus que ses concurrents dans la compétition mondiale pour améliorer son attractivité ?



Source : Baromètre Ernst & Young de l'attractivité du site France 2013 (Base: 58 personnes ayant déclaré que l'intérêt présenté par la France pour l'implantation et le développement de leur entreprise allait fortement ou plutôt s'améliorer)

Point de vue



L'Etat stratège doit fixer un cap pour les prochaines décennies

Hervé Cisserot

Président du Leem (Les Entreprises du médicament)

L'industrie du médicament est l'un des secteurs dans lesquels la France continue de bénéficier d'une forte reconnaissance internationale. Notre pays est très bien positionné en termes de recherche et de production, et il reste dans le peloton de tête dans des domaines thérapeutiques aussi majeurs que le cancer ou les vaccins. Nous avons de grandes universités, d'excellents chercheurs, des infrastructures reconnues pour leur qualité et donc tous les atouts entre nos mains pour réussir.

Mais la France ne capitalise que trop peu sur cette excellence et devient souvent dissuasive pour les investisseurs du fait du manque de visibilité et de lisibilité de ses politiques publiques, notamment en termes de régulation et de fiscalité. La dépense médicament est ainsi, notamment depuis deux ans, souvent considérée comme une simple variable d'ajustement dans le cadre de la loi de financement de la sécurité sociale. Nos entreprises sont

confrontées à de nouvelles contributions et de nouvelles taxes spécifiques au secteur qui fragilisent leur compétitivité et rendent l'environnement français illisible et incertain au plan international.

Par ailleurs, le recul notable de l'influence française en termes d'évaluation du médicament constitue un frein aux investissements internationaux. Ainsi, le nombre de dossiers d'autorisation de mise sur le marché dont la France est rapporteur ou co-rapporteur au niveau européen s'est effondré. L'agence française, qui se situait en nombre de dossiers au niveau de son homologue allemande, juste derrière le Royaume-Uni, se place désormais aux côtés de Malte ou de Chypre ! Si notre pays n'est plus choisi comme référent en Europe, il perdra de plus en plus son attractivité pour les investissements en R&D avec, pour corollaire, un délai accru pour l'accès des patients français au progrès thérapeutique.

“Nous avons de grandes universités, d'excellents chercheurs, des infrastructures reconnues pour leur qualité.”

les services aux entreprises et technologies de l'information, secteurs les plus attractifs pour les investissements étrangers en 2012... mais aussi les transports, domaine dans lequel la France excelle avec des leaders reconnus dans le ferroviaire et l'aéronautique.

Au-delà de ces atouts, la question du marketing de la « marque France » prend toute son importance dans un contexte où le déficit d'image de notre pays

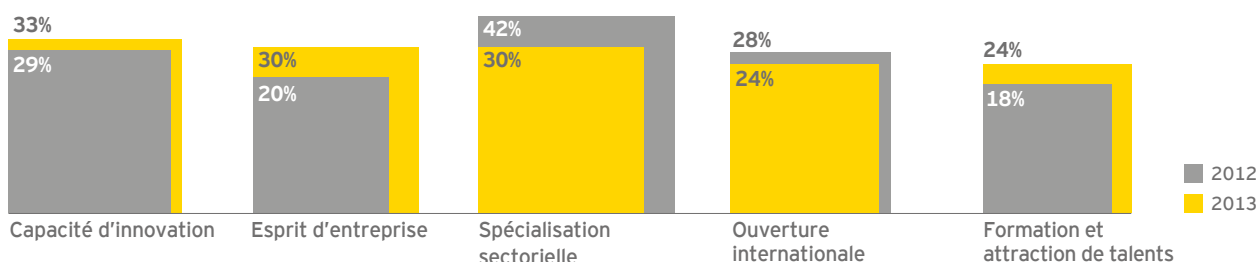
est très fréquemment évoqué. Si des campagnes de communication ont déjà été mises en œuvre, il s'agit désormais d'aller plus loin à travers le déploiement d'une stratégie forte et cohérente de « marketing pays ». Communiquer en priorité auprès des investisseurs, mais aussi faciliter le relais quotidien, individuel, entre des milliers de décideurs, leaders d'opinion, cadres ou étudiants : ils sont les premiers ambassadeurs de l'attractivité de la France. Avec, en lieu

et place d'une posture défensive, voire protectionniste, des priorités assumées : moderniser l'argumentaire du site France, oser la différenciation et affirmer le positionnement international du pays.

Entrepreneurs révolutionnaires

Les leviers de la compétitivité et de l'attractivité des territoires

Selon vous, quels sont les atouts qui permettront à la France de renforcer son rôle dans l'économie mondiale ?



Source : Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2012 (205 répondants) / Baromètre Ernst & Young de l'Attractivité du site France 2013 (212 répondants).

Près d'un tiers des investisseurs étrangers interrogés estime que l'entrepreneuriat et l'esprit d'entreprise sont les atouts qui permettront à la France de peser dans l'économie mondiale.

Les investisseurs voient l'entrepreneuriat et l'esprit d'entreprise comme le 2^{ème} atout - juste derrière l'innovation - qui permettra à la France de faire davantage entendre sa voix dans l'économie mondiale. Si l'innovation a toujours été perçue positivement comme un des ressorts majeurs de la compétitivité française, spontanément cité par les investisseurs, l'entrepreneuriat est un élément nouveau compte-tenu du fait que la France souffre historiquement d'un déficit d'image en la matière. L'alliance de ces deux atouts représente un axe de développement solide pour renforcer l'attractivité et la compétitivité de la France.

Si, en France, les jeunes diplômés ont encore tendance à privilégier la stabilité professionnelle à la prise de risque associée à l'aventure entrepreneuriale, le *Baromètre Ernst & Young de l'Entrepreneuriat* montre que notre pays a entamé une (r)évolution afin de favoriser la croissance d'un écosystème favorable au développement de l'entrepreneuriat : ainsi, 68% des entrepreneurs français pensent que l'enseignement et les formations dédiés à l'entrepreneuriat se sont améliorés au cours des cinq dernières années en France¹⁷. Un élément fondamental pour l'avenir dans la mesure où cet esprit entrepreneurial pourrait permettre à la France de surmonter enfin un défaut qui lui est reproché depuis longtemps : son incapacité chronique à transformer la myriade d'innovations qui voit le jour chaque année en France en biens et services commercialisables tant sur le marché français qu'à l'international.

Or, tandis que la création d'entreprise est un vecteur important de renouvellement et de croissance économique, la France est encore derrière ses concurrents, principalement en raison du trop faible taux de survie des entreprises et d'une carence en nombre d'entreprises de taille intermédiaire (ETI) : le rapport en nombre d'ETI entre la France et l'Allemagne est de 1 à 3.

Toujours selon ce baromètre, 82% des entrepreneurs estiment que ce sont les mesures en faveur de l'innovation qui permettront à la France de renouer avec une croissance durable. Un point sur lequel la France est plutôt bien positionnée, notamment grâce au Crédit d'Impôt Recherche jugé par les sondés comme l'un des meilleurs systèmes d'allègement fiscal des pays du G20. C'est donc en associant innovation et entrepreneuriat, à travers des dispositifs d'accompagnement mais aussi des formations adaptées, que la France pourra valoriser ces atouts, aujourd'hui certes reconnus à l'international, mais encore insuffisamment encouragés. Reconnaître qu'innovation et entrepreneuriat sont indissociables, c'est permettre aux entrepreneurs de donner vie aux innovations tout en préservant et en créant des emplois. Une stratégie qui doit s'inscrire dans la durée pour pérenniser le développement des entreprises nées de ces volontés entrepreneuriales.

17. Les entrepreneurs lancent un appel aux gouvernements du G20, Baromètre de l'entrepreneuriat Nice Côte d'Azur 2011, Ernst & Young, 2011.

Point de vue



Il faut rémunérer la prise de risque pour encourager l'entrepreneuriat

Alain Dehaze

Président-directeur général d'Adecco France

La taxation des plus-values a frappé les esprits parmi les investisseurs étrangers. Mais, plus grave encore, cette fiscalité incite de plus en plus de jeunes diplômés français à tenter leur chance ailleurs dès la fin de leurs études, à Londres ou autre part, pour démarrer leur activité. La France a enfanté une nouvelle génération qui voit son salut hors de son giron, estimant qu'elle aura peu de chances d'y récolter le fruit de son travail dans de bonnes conditions en raison du niveau atteint par la fiscalité sur les plus-values de cession. C'est un très mauvais signal pour la dynamique entrepreneuriale en France car c'est la prospérité future qui s'en va. Avec cet alourdissement de la fiscalité, le risque de rétroactivité qui inquiète toujours les investisseurs et la complexité du dispositif (en France, le code fiscal ne compte pas moins de 40 000 pages) constituent, à mon sens, les trois freins majeurs à l'attractivité française.

Il est urgent de mettre en place une fiscalité qui exprime la volonté de développer l'entrepreneuriat. Par ailleurs, les entreprises ont besoin d'un marché du travail plus fluide et flexible afin de pouvoir ajuster leur voilure en fonction de leurs carnets de commandes et de la conjoncture. Toutes les études réalisées sur le sujet montrent que, dans les pays dotés d'une législation du travail flexible, les entreprises sont en mesure de se restructurer et de rebondir plus vite une fois que les signaux économiques repassent au vert. Aujourd'hui, les investisseurs étrangers partagent le sentiment qu'il y a de bonnes raisons d'investir en France (infrastructures, éducation, productivité...), mais ils anticipent aussi les difficultés qu'ils y rencontreront le jour où ils auront besoin de se restructurer. Si l'accord national interprofessionnel signé en janvier 2013 est un premier pas encourageant, il faudra aller encore plus loin.

“Il est urgent de mettre en place une fiscalité qui exprime la volonté de développer l'entrepreneuriat.”

Ouverture



La société française avance plus vite avec ses jambes qu'elle ne le croit avec sa tête

Stéphane Rozès

Politologue, Président de Conseils, analyses et perspectives (Cap), professeur à HEC et à Sciences-Po

“L’inquiétude existentielle collective n'entame pas notre capacité à nous rassembler autour d'un projet commun.”

Les Français pensent que nous sommes en déclin, sont les plus pessimistes au monde, estiment que la globalisation nous pénalise, contrairement aux leaders économiques et d'opinion internationaux, mais ils considèrent aussi que nous pourrions en sortir. Voilà le paradoxe français. En travaillant sur l'image et l'attractivité des territoires, j'observe une tension très forte entre les représentations collectives dominées par le pessimisme, le déclinisme au risque du corporatisme, et ce qui se passe sur le terrain. La France est historiquement un assemblage de mosaïques, et c'est le mode d'assemblage politique qui est en crise et fabrique ce pessimisme parce que nos dirigeants ne prennent pas suffisamment en compte l'imaginaire collectif des Français (le dépassement) et se révèlent incapables de le projeter pour activer notre génie collectif.

Sur le terrain, il en va tout autrement et tout investisseur doit être conscient de cette singularité française. L'inquiétude existentielle collective n'entame pas notre capacité à nous rassembler autour d'un projet commun. Au sommet, les élites se disputent sur l'avenir de l'industrie française, mais les chefs d'entreprises, français et étrangers, qui travaillent au plan local savent que nos ouvriers, nos ingénieurs ont un savoir-faire, une capacité à se mettre en mouvement, à se mobiliser sur un projet pour peu que leurs dirigeants se soient montrés capables de sentir et de s'approprier l'esprit du lieu, du métier, du secteur, de la culture d'entreprise. Aux six coins de l'Hexagone, il y a ainsi, des maires, des élus locaux, des chefs d'entreprise qui savent mobiliser le génie du lieu pour rendre innovants les créateurs de valeur à partir de l'idée que chacun se fait du travail bien fait, de la création et de l'innovation... *De facto*, la société française avance plus vite avec ses jambes qu'elle ne le croit avec sa tête ! C'est pourquoi je suis pessimiste à l'égard de certaines de nos élites mais optimiste à l'égard de la société et de ses acteurs.



Méthodologie

Le Baromètre de l'attractivité du site France 2013 s'articule autour d'une double analyse :

► **d'une part**, l'analyse des grandes évolutions des flux d'investissements étrangers en Europe et en France. La base de données « Ernst & Young European Investment Monitor 2013 » recense le nombre d'implantations sur site. Pour les besoins de l'analyse, des sources complémentaires reconnues sont également utilisées : CNUCED, Eurostat, INSEE, Xerfi...

► **d'autre part**, l'analyse de la perception et des attentes des grands décideurs internationaux à travers une enquête conduite par l'institut CSA qui interroge par téléphone les décideurs internationaux selon le système CATI - *Computer Assisted Telephonic Interviews*. Du 21 février au 4 mars 2013, ce sont 212 dirigeants d'entreprises qui ont été interrogés, dans 25 pays différents et dans 3 langues.

Un échantillon représentatif des investissements internationaux

Des entreprises interrogées de diverses origines géographiques mais en grande partie (50%) issues d'Europe occidentale qui offrent un reflet pertinent du tissu économique français et de ses grands secteurs d'activité.

Des entreprises de tailles variées par leur chiffre d'affaires représentées par des postes divers.

Méthodologie de recensement des implantations de projets et des créations d'emplois

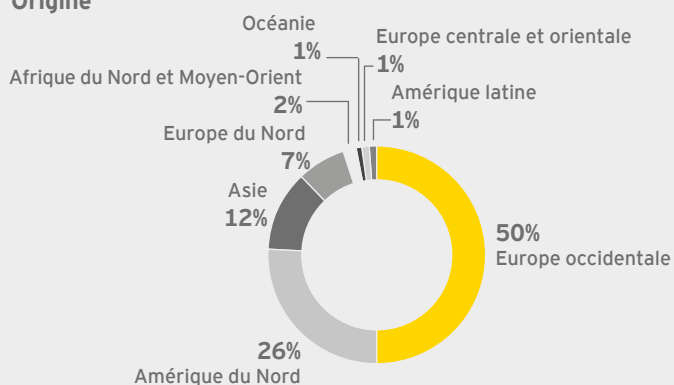
Depuis 1997, Ernst & Young, en partenariat avec le cabinet Oxford Intelligence, recense le nombre d'implantations de projets d'investisseurs étrangers sur chaque territoire, prenant en compte uniquement les annonces publiques et fermes d'investissements porteuses de créations d'emplois nouveaux.

D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets, comme celle de l'Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII). L'AFII recense, en plus des emplois créés, les emplois « maintenus » par les investisseurs étrangers en France. De plus, elle présente les créations et les sauvegardes d'emplois projetées sur 3 ans, alors que l'EIM se concentre sur les données au démarrage des projets et ce, dans tous les pays européens. Enfin, l'écart s'explique par la nature des projets retenus par l'AFII qui ne le sont pas forcément par l'EIM (hôtellerie, distribution, restauration...).

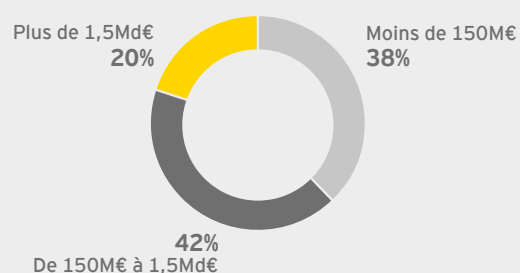
Globalement, les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données EIM permettent de garantir un niveau d'exhaustivité et de comparabilité unique en Europe.

Profil des entreprises interrogées

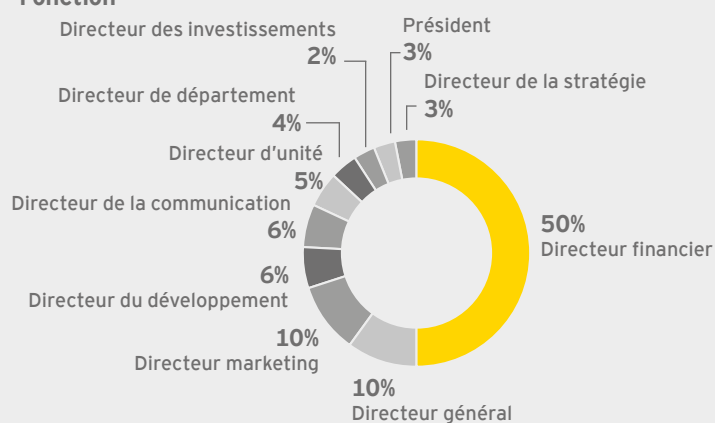
Origine



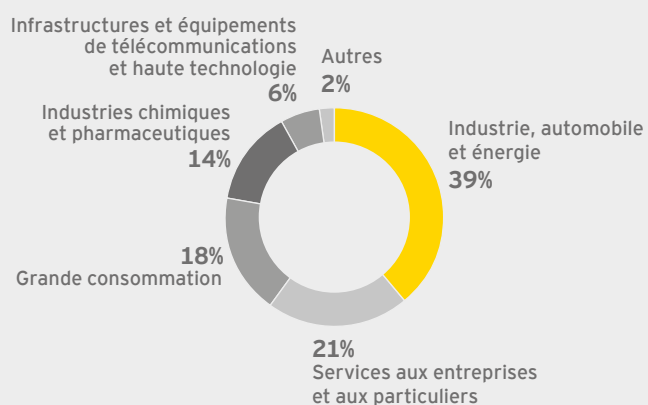
Chiffre d'affaires



Fonction



Secteur d'activité



Source : Baromètre Ernst & Young 2013 de l'attractivité du site France (212 répondants).

Ernst & Young

Ernst & Young, entreprise sans frontières

Les grandes évolutions démographiques et les flux de capitaux sont en train de rebattre les cartes de l'économie mondiale et de profondément changer nos sociétés. Autant d'évolutions qui imposent un nouveau rythme aux entreprises, qui, pour s'adapter, doivent imaginer de nouveaux modèles. C'est pour répondre à ces défis qu'Ernst & Young a souhaité refléter les grands bouleversements économiques mondiaux dans sa propre organisation, afin de faire correspondre son offre de services aux besoins actuels et futurs de ses clients.

Ernst & Young se distingue ainsi de tous les autres acteurs du marché grâce à la force et à l'agilité de son organisation en réseau, qui recouvre quatre grandes zones opérationnelles (Amériques, EMEA, Asie-Pacifique et Japon). La France est intégrée à la zone EMEA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique). Ce choix permet de donner une plus grande place au partage des compétences et des résultats. Il fait de notre cabinet le réseau pluridisciplinaire le plus intégré sur le plan international, gage d'une même excellence partout dans le monde.

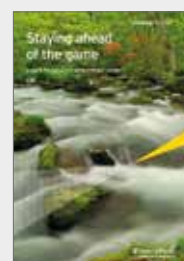
A l'écoute des spécificités locales et sectorielles des entreprises, les équipes d'Ernst & Young partagent un même engagement pour la qualité et l'innovation pour accompagner les leaders d'aujourd'hui et de demain.

International Location Advisory Services

L'équipe ILAS (International Location Advisory Services) d'Ernst & Young accompagne les entreprises dans leurs stratégies de développement à l'international. Son approche unique et sur mesure de l'implantation à l'international va au-delà des seuls aspects de coûts et de fiscalité pour intégrer, dans une analyse multicritères, l'ensemble des composantes opérationnelles liées à l'implantation à l'international : risques géopolitiques et opportunités de marché, qualité des infrastructures et des technologies, disponibilité des ressources humaines, aides publiques à l'implantation, immobilier, effets clusters... Forte de son réseau international de professionnels et de son expérience développée sur le terrain depuis plus de 20 ans auprès des autorités publiques et acteurs clés, l'équipe ILAS aide les entreprises à faire les bons choix à long terme.

Les baromètres Ernst & Young de l'attractivité

Afrique, Allemagne, Belgique, Brésil, Europe, France, Inde, Kazakhstan, Moyen-Orient, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Russie, Suisse et Turquie : chaque année, Ernst & Young mesure l'attractivité de 15 pays ou régions dans le monde, aussi bien dans les économies matures que dans les pays émergents et à croissance rapide. Ces études présentent une analyse des investissements directs étrangers dans les pays observés et décryptent les raisons qui ont présidé au choix des investisseurs.





Ernst & Young est un des leaders mondiaux de l'audit et du conseil, de la fiscalité et du droit, des transactions. Partout dans le monde, nos 167 000 professionnels associent nos fortes valeurs communes à un ferme engagement pour la qualité. Nous faisons la différence en aidant nos collaborateurs, nos clients et tous nos interlocuteurs à réaliser leur potentiel.

Ernst & Young désigne les membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Retrouvez plus d'informations sur notre organisation : www.ey.com

Ernst & Young est une marque déposée au niveau mondial.

Cette étude est la propriété d'Ernst & Young Advisory. Sa reproduction est interdite sans l'autorisation expresse d'Ernst & Young Advisory.

© 2013 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.

Score France n°13-022

Cette publication présente une synthèse d'éléments dont la forme résumée a valeur d'information générale. Elle n'a pas vocation à se substituer à une recherche approfondie ou au jugement d'un professionnel. Ni EYGM Limited, ni aucun autre membre de l'organisation mondiale Ernst & Young ne pourra être tenu pour responsable d'un dommage occasionné à quiconque aurait agi ou s'en serait abstenu en fonction de son contenu. Pour toute précision utile, consulter le professionnel approprié.

Growing Beyond

Face à l'incertitude économique actuelle, il existe de nombreuses opportunités de croissance. A travers le programme Growing Beyond, Ernst & Young analyse comment les entreprises – grandes ou petites – peuvent saisir ces opportunités, conquérir de nouveaux marchés, renouveler leur façon d'innover et mettre à profit leur talent. Pour découvrir ces opportunités concrètes de croissance, rendez-vous sur www.ey.com/growingbeyond

Contacts

Marc Lhermitte

Associé, Ernst & Young Advisory
Global Lead – Attractiveness and Competitiveness
Tél. : + 33 1 46 93 72 76
Email : marc.lhermitte@fr.ey.com

Sophie Meynier

Relations presse
Tél. : +33 1 46 93 63 53
Email : sophie.meynier@fr.ey.com

Marie-Armelle Bénito

Marketing
Tél. : +33 1 55 61 35 45
Email : marie.armelle.benito@fr.ey.com

Cette étude a été réalisée par Ernst & Young, sous la direction de Marc Lhermitte, Vincent Raufast et Pauline Durand, avec la participation de Stéphane Baller, Marie-Paule Bahier, Ross Tieman, Emmanuelle Raveau, Sophie Meynier, Juliette Gayraud, France de Roquemaurel, Marie-Armelle Bénito, Corinne Dreux, Pierre Jarrige, Christophe Hemery et avec la collaboration de Yves-Marie Cann, Aurélie Mohorcic et les équipes de l'institut CSA.